

LA DIVULGATION DE L'INFORMATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES  
ENTREPRISES : ANALYSE COMPARATIVE DE TROIS RÉFÉRENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par  
Élisabeth Lécuyer

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Odrey Robillard

MAITRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juillet 2021

## SOMMAIRE

Mots clés : développement durable, norme, cadre de référence, divulgation, entreprise, partie prenante, investisseur, matérialité, ESG, climat

Depuis les dernières années, la prolifération des référentiels de divulgation de l'information en matière de développement durable a contribué à ralentir l'opportunité de motivation des entreprises à communiquer cette information à leurs parties prenantes, dont les investisseurs.

L'objectif général de cet essai vise à démystifier le fonctionnement des normes de la *Global Reporting Initiative*, des normes du *Sustainability Accounting Standards Board* et des recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* afin d'encourager les entreprises non initiées à adhérer à l'un ou plusieurs de ces référentiels de développement durable et à faciliter leur implantation et mise en œuvre.

D'une part, les entreprises qui optent pour une divulgation selon les normes de la *Global Reporting Initiative* peuvent rendre compte de leurs impacts économiques, environnementaux et sociaux afin qu'ils soient communiqués et compris auprès de leurs parties prenantes. D'autre part, les normes du *Sustainability Accounting Standards Board* portent sur les enjeux environnementaux et sociaux étant pertinents aux entreprises, alors que les recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* permettent d'accroître la prise en compte des risques et opportunités financiers liés au climat.

À travers l'analyse comparative, les zones de convergence à l'égard des éléments constitutifs des référentiels et de certains de leurs concepts sont mises en lumière par quatre observations importantes. D'abord, la portée des informations divulguées peut cibler une trajectoire passée ou une trajectoire future. En outre, l'application du concept de matérialité par chaque référentiel est alignée aux destinataires ciblés, et le niveau de comparabilité et d'assurance des informations divulguées est inégal. Finalement, les entreprises souhaitant aller plus loin dans leur démarche peuvent intégrer trois considérations importantes, soit : de démontrer une vision stratégique claire, d'intégrer la notion de matérialité dynamique et de miser davantage sur la qualité de l'information en matière de développement durable. Il importe de réitérer que ce sont les entreprises qui démontrent une réelle volonté d'incarner de manière stratégique le développement durable qui pourront progresser et assurer leur pérennité.

## REMERCIEMENTS

Cet essai marque la fin d'un parcours scolaire très enrichissant et le début d'une nouvelle carrière professionnelle dans laquelle je tenterai de faire une différence pour les générations futures.

Je tiens à remercier du fond du cœur mon conjoint Louis qui n'a jamais cessé de m'encourager et de croire en moi tout au long de ce cheminement. Je suis choyée d'avoir un partenaire avec qui je partage et peux mettre mes valeurs et convictions en action. ❤️

Je veux également et grandement remercier Odrey Robillard, ma directrice d'essai, pour m'avoir accordé sa confiance. Odrey a joué un rôle des plus importants dans mon cheminement scolaire et professionnel. Son éthique de travail, ses précieux conseils et son esprit critique m'ont amenée à me dépasser. Je suis très heureuse d'avoir la chance de côtoyer une personne aussi douée et passionnée du développement durable et de l'investissement responsable.

Finalement, un merci spécial à ma famille, belle-famille, amis.es et collègues qui m'ont exprimé leur appui et encouragement. Vos beaux mots m'ont touchée et surtout motivée à continuer de persévérer.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1. MISE EN CONTEXTE .....	4
1.1 Normes .....	4
1.2 Cadres de référence.....	4
2. GLOBAL REPORTING INITIATIVE .....	5
2.1 À propos.....	5
2.1.1 Contexte historique et évolution .....	5
2.1.2 Structure de gouvernance.....	8
2.1.3 Adhérents.....	9
2.1.4 Destinataires .....	9
2.1.5 Certification professionnelle .....	10
2.2 Normes .....	10
2.2.1 Normes universelles.....	11
2.2.2 Normes spécifiques .....	14
2.3 Méthodologie .....	15
2.3.1 Choix de l'option de conformité .....	15
2.3.2 Consultation auprès des parties prenantes .....	16
2.3.3 Identification des éléments d'information pertinents.....	17
2.4 Limites.....	18
3. SUSTAINABILITY ACCOUNTING STANDARDS BOARD .....	20
3.1 À propos.....	20
3.1.1 Contexte historique et évolution .....	20
3.1.2 Structure de gouvernance.....	22
3.1.3 Adhérents.....	24
3.1.4 Destinataires .....	24
3.1.5 Certification professionnelle .....	24
3.2 Normes .....	25
3.2.1 Enjeux couverts .....	26
3.2.2 Classification SICs.....	28
3.2.3 Survol du guide.....	29
3.3 Méthodologie .....	31

3.3.1	Matérialité.....	32
3.3.2	Identification de sujets de <i>reporting</i> pertinents .....	33
3.3.3	Carte des enjeux et sujets de <i>reporting</i> pertinents.....	33
3.4	Limites.....	34
4.	TASK FORCE ON CLIMATE-RELATED FINANCIAL DISCLOSURES .....	36
4.1	À propos.....	36
4.1.1	Contexte historique et création .....	36
4.1.2	Structure de gouvernance.....	38
4.1.3	Adhérents.....	39
4.1.4	Destinataires .....	40
4.2	Recommandations.....	40
4.2.1	Gouvernance .....	41
4.2.2	Stratégie .....	41
4.2.3	Gestion de risques.....	42
4.2.4	Mesures et cibles.....	42
4.3	Méthodologie .....	43
4.3.1	Matérialité.....	43
4.3.2	Identification des risques et opportunités .....	44
4.4	Limites.....	47
5.	ANALYSE COMPARATIVE DES DÉMARCHES PROPOSÉES.....	48
5.1	Méthodologie de l'analyse .....	48
5.1.1	Structure du tableau et aspects ciblés .....	48
5.2	Tableau comparatif sur les trois référentiels de développement durable.....	50
5.3	Observations.....	55
5.3.1	Portée des informations divulguées : manque de visibilité sur la trajectoire future des entreprises.....	55
5.3.2	Concept de matérialité : application alignée au destinataire du référentiel .....	56
5.3.3	Niveau de comparabilité : proportion inégale d'indicateurs de nature quantitative .....	57
5.3.4	Niveau d'assurance : exercice volontaire peu encadré.....	59
6.	CONSIDÉRATIONS POUR LES ENTREPRISES .....	60

6.1	Démontrer une vision stratégique future claire.....	60
6.2	Intégrer la notion de matérialité dynamique .....	61
6.3	Miser davantage sur la qualité des informations en matière de développement durable.....	63
CONCLUSION .....		65
RÉFÉRENCES .....		68
ANNEXE 1 — LISTE DES NORMES DE LA GRI STANDARDS 2016.....		74

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 2.1	Itérations des normes de la GRI .....	6
Figure 2.2	Évolution des rapports GRI publiés et répertoriés depuis 2010.....	7
Figure 2.3	Aperçu de l'ensemble des normes de la GRI .....	10
Figure 2.4	Matrice de pertinence de la GRI.....	18
Figure 3.1	Évolution du nombre d'entreprises d'adhérentes aux normes du SASB .....	22
Figure 3.2	Structure de gouvernance du SASB .....	23
Figure 3.3	Structure des normes du SASB .....	25
Figure 3.4	Thématiques et enjeux généraux du SASB .....	27
Figure 3.5	Système de classification SICS .....	29
Figure 3.6	Aperçu du guide d'implémentation des normes SASB par sous-industries .....	30
Figure 3.7	Aperçu de la <i>Materiality Map</i> SASB : Enjeux.....	33
Figure 3.8	Aperçu de la <i>Materiality Map</i> par industrie et sous-industrie .....	34
Figure 4.1	Aperçu des quatre catégories des recommandations de la TCFD.....	38
Figure 4.2	Évolution du nombre d'adhérents TCFD de 2017 à 2021.....	39
Figure 4.3	Aperçu des 11 recommandations de la TCFD.....	40
Figure 4.4	Schéma sur les risques et opportunités liés au climat et leurs impacts financiers ....	47
Figure 6.1	Concept de matérialité double .....	62
Figure 6.2	Bénéfices d'une gouvernance orientée sur le critère de qualité .....	64
Tableau 2.1	Structure de la gouvernance de la GRI .....	8
Tableau 2.2	Principes de <i>reporting</i> définissant le contenu .....	12
Tableau 2.3	Principes de <i>reporting</i> définissant la qualité .....	13
Tableau 3.1	Définition des concepts clés présentés dans les guides SASB .....	31
Tableau 4.1	Les risques liés au climat.....	45
Tableau 5.1	Légende du tableau de l'analyse comparative .....	49
Tableau 5.2	Tableau comparatif des trois référentiels de développement durable.....	50
Tableau 5.3	Échelle de notation du niveau de comparabilité .....	57
Tableau 6.1	Principes pour une divulgation « <i>forward-looking</i> ».....	61

## **LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES**

COP21	Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques
DPOC	<i>Due Process Oversight Committee</i>
ESG	Environnement, social et gouvernance
FSA	<i>Fundamentals of Sustainability Accounting</i>
FSB	<i>Financial Stability Board</i>
GES	Gaz à effet de serre
GICS	<i>Global Industry Classification Standard</i>
GRI	<i>Global Reporting Initiative</i>
GRI 101	Normes des principes généraux
GRI 102	Normes des éléments généraux d'information
GRI 200	Normes économiques
GRI 300	Normes environnementales
GRI 400	Normes sociales
GSSB	<i>Global Sustainability Standards Board</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ISSB	<i>International Sustainability Standards Board</i>
SASB	<i>Sustainability Accounting Standards Board</i>
SICS	<i>Sustainable Industry Classification System™</i>
TCFD	<i>Task Force on Climate-related Financial Disclosures</i>
WEF	<i>World Economic Forum</i>



## LEXIQUE

Développement durable	Le développement durable s'entend comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. » (MELCC, s.d.)
Changements climatiques	Variation de l'état du climat, qu'on peut déceler (par exemple au moyen de tests statistiques) par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Les changements climatiques peuvent être dus à des processus internes naturels ou à des forçages externes, notamment les modulations des cycles solaires, les éruptions volcaniques ou des changements anthropiques persistants dans la composition de l'atmosphère ou dans l'utilisation des terres. (GIEC, 2018)
Émetteur	Entité qui requiert un apport de capital en émettant des actions ou autres titres de capitaux propres étant détenus par une autre entité. (Office de la langue française [OQLF], 2015)
Émission de gaz à effet de serre Portée 1, 2, 3	Gaz qui se retrouvent dans l'atmosphère par des causes anthropiques, soit généré de manière directe (Portée 1 sont des émissions produites et générées par l'entité ; Portée 2 sont des émissions générées par l'achat de l'énergie consommée par l'entité) ou indirecte (Portée 3 sont des émissions générées par les activités de la chaîne de valeur de l'entité). (GHGProtocols.org, s.d)
Investisseur institutionnel	« Organisme financier qui est tenu par la loi, sa nature ou son statut d'investir à long terme une part importante de ses ressources en valeurs mobilières pour le compte de ses clients ou pour son propre compte ». (OQLF, 2009)

## INTRODUCTION

Au fil des dernières années, l'intérêt et la motivation des entreprises envers le développement durable ont connu une évolution marquée à l'échelle internationale. Le développement durable s'est taillé une place privilégiée au sein des plus hautes instances. De plus, l'influence d'acteurs de grande notoriété, dont les investisseurs institutionnels, a contribué à une meilleure reconnaissance des enjeux liés au développement durable et au climat.

C'est à la suite des positionnements de haute importance que le marché est en ébullition ; BlackRock, soit le plus important fonds d'investissement, affirmait pour la première fois en 2020 que le risque lié au climat est un risque d'investissement (BlackRock, 2020). Afin que ce risque soit mitigé, les investisseurs doivent s'appuyer davantage sur la divulgation de l'information portant sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs pratiques d'investissement, notamment dans leur pratique d'allocation de capital. Ce qui a généré d'autant plus de bruit est l'intérêt porté envers deux référentiels de divulgation de l'information en matière de développement durable, soit le *Sustainability Accounting Standards Board* et la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures*. À l'échelle nationale, ce sont les huit dirigeants des plus grands fonds institutionnels canadiens connus sous l'affiliation du *Maple 8* qui ont, à travers la publication d'une lettre conjointe en novembre 2020, demandé aux entreprises de démontrer davantage de transparence dans leur manière d'adresser les enjeux ESG. À cet égard, ils se sont alliés dans le but de réitérer l'importance d'avoir accès à une information en matière de développement durable de qualité, et ce, en s'alignant aux deux référentiels énoncés par leur pair, BlackRock. Ces informations permettent de prendre de meilleures décisions d'investissement afin de créer et tendre vers une économie plus inclusive et durable. (Cision, 2020)

Il existe un nombre croissant de normes ou cadres de référence portant sur la divulgation de l'information en matière de développement durable. Cette prolifération de référentiels peut sembler défavorable pour les entreprises qui peinent à les comprendre à les différencier. Cela a pour effet de ralentir l'opportunité de motivation des entreprises qui souhaitent entamer une démarche stratégique de développement durable. L'objectif général de cet essai est donc de démystifier le fonctionnement des normes de la *Global Reporting Initiative* (GRI), des normes du *Sustainability Accounting Standards Board* (SASB) et des recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (TFCD) afin d'encourager les entreprises non initiées à

adhérer à l'un ou plusieurs de ces référentiels de développement durable et à faciliter leur implantation et mise en œuvre. Ainsi, cet essai est pertinent puisqu'il met l'information essentielle à la portée des entreprises souhaitant entamer une démarche de divulgation de l'information en matière de développement durable selon les trois référentiels les plus utilisés.

Pour ce faire, trois objectifs spécifiques sont recherchés, soit 1) étudier les trois référentiels de développement durable afin de couvrir tous les éléments d'information nécessaires à leur mise en œuvre, 2) réaliser une analyse comparative en agrégeant les informations pertinentes permettant de relever des observations et, 3) formuler des considérations pour les entreprises qui souhaitent aller plus loin dans leur démarche de développement durable.

Ces trois objectifs spécifiques révèlent ainsi les grandes sections de cet essai. En premier lieu, une mise en contexte est nécessaire pour mettre en lumière la pertinence et les caractéristiques des référentiels de développement durable. En deuxième lieu, le portrait de chacun des trois référentiels étudiés est dressé dévoilant les éléments constitutifs, la méthodologie et les limites de ceux-ci. En troisième lieu, une analyse comparative des trois référentiels permet de présenter, dans un tableau synthétique, les zones de convergence entre les éléments constitutifs des référentiels et les principales différences dans l'application de certains de leurs concepts. En quatrième lieu, les observations découlant de l'analyse comparative sont détaillées. En dernier lieu, les meilleures pratiques de divulgation, mais également de mise en œuvre des démarches de développement durable sont présentées.

L'argumentaire de cet essai est fondé sur une variété de références crédibles et d'informations récentes ayant été publiées au cours des derniers mois. Ce sont des articles, ouvrages et rapports scientifiques et académiques publiés par des regroupements d'experts et des sommités dans le domaine du développement durable et de l'investissement responsable. En plus, une grande diversité de ressources publiées par les organisations fondatrices des référentiels a été consultée et référencée. Tout au long du processus de préparation, de rédaction et de révision de cet essai, la rigueur de la recherche d'informations et des données recensées est démontrée par une intégration des plus récentes publications d'experts qui s'allient activement à l'évolution des pratiques de développement durable du marché, en constante mouvance. Il importe donc de préciser que cet essai rapporte les avancées des dernières années jusqu'aux balbutiements du premier trimestre de l'année 2021, ce qui est particulièrement important étant donné le dynamisme du marché actuellement.

Pour démontrer d'entrée de jeu la pertinence de cet essai, ce sont 71 % des entreprises canadiennes de l'indice composé S&P/TSX qui ont, dans le cadre de leur démarche stratégique de développement durable, publié un rapport annuel de leur performance faisant mention des référentiels utilisés, soit 64 % des entreprises ayant fait une divulgation selon les normes de la GRI, 51 % selon les normes du SASB, et 45 % selon les recommandations de la TCFD (Millani, 2021).

## **1. MISE EN CONTEXTE**

Ce premier chapitre vise à clarifier les notions liées aux référentiels de développement durable étant à la fois divergentes et complémentaires. Les référentiels sont constitués de normes et cadres de références. Ils façonnent le marché actuel en assurant une offre diversifiée qui adresse un éventail d'enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Les référentiels servent à effectuer un diagnostic de la performance de développement durable de l'entreprise. D'une part, le diagnostic permet à l'entreprise de mieux comprendre son impact et sa vulnérabilité à certains enjeux, et agit à titre d'intrant essentiel à l'élaboration de sa stratégie et de ses plans d'action. D'autre part, lorsque la performance est divulguée, elle permet à l'entreprise de fournir de l'information à ses parties prenantes. Les parties prenantes peuvent ainsi se forger une opinion éclairée sur la réelle contribution de l'entreprise quant à ses impacts positifs et négatifs sur l'environnement et la société, et ce, au cours d'une période passée.

### **1.1 Normes**

Les normes représentent un ensemble d'exigences développées pour encadrer une démarche de développement durable. Les normes se définissent comme un langage commun pour les entreprises et les parties prenantes, dont les investisseurs. Les entreprises qui souhaitent adhérer à une norme doivent se conformer à une méthodologie exhaustive proposant des indicateurs découlant d'une thématique de développement durable. (Sustainability Accounting Standards Board [SASB], 2020b) Les indicateurs servent à fournir une réponse (balisée ou non balisée), soit une information ou donnée selon un cycle préétabli. L'aspect de conformité est fondamental dans l'implantation et la mise en œuvre de normes. L'entreprise doit nécessairement s'aligner aux principes directeurs de la méthodologie ou répondre aux critères de certification afin d'assurer sa conformité au référentiel et une comparabilité dans le marché.

### **1.2 Cadres de référence**

Les cadres de référence sont constitués de lignes directrices qui découlent d'une série de principes, d'objectifs ou de recommandations permettant de guider à haut niveau les entreprises dans la manière dont elles devraient structurer et communiquer leur information. Un cadre de référence est une proposition donnée qui varie selon les besoins du marché. (SASB, 2020b)

## 2. GLOBAL REPORTING INITIATIVE

---

« We believe:

*In the power of a multi-stakeholder process and inclusive network;*

*Transparency is a catalyst for change;*

*Our standards empower informed decision making;*

*A global perspective is needed to change the world;*

*Public interest should drive every decision an organization makes. »*

*- The five premises articulated by the Global Reporting Initiative (2015)*

---

Ce deuxième chapitre dresse un portrait approfondi du premier référentiel étudié dans le cadre de l'analyse comparative de cet essai, soit les normes de la *Global Reporting Initiative* (GRI). Il importe d'aborder, en premier lieu, les normes de la GRI puisqu'elles ont joué un rôle de pionnier dans l'écosystème des référentiels de divulgation de l'information en matière de développement durable.

### 2.1 À propos

Cette section aborde le contexte historique qui a contribué à la création et l'évolution des normes de la GRI. Puis, les caractéristiques spécifiques de la GRI soit la gouvernance, les adhérents, les destinataires et la certification professionnelle seront présentées.

#### 2.1.1 Contexte historique et évolution

L'événement d'Exxon Valdez, soit le déversement de pétrole de 1989 en Alaska, est évoqué par la GRI comme étant l'élément déclencheur qui a contribué à la création de ses normes (Global Reporting Initiative [GRI], 2020a). C'est la pression des parties prenantes, exigeant de plus en plus que les entreprises démontrent de la transparence et de l'imputabilité en termes de responsabilité sociale et environnementale, qui a institué la stratégie de la GRI ainsi que sa raison d'être.

Les normes (« *standards* ») de la GRI ont été lancées en 1997, à Boston, par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la *Coalition for Environmentally Responsible Economies* (GRI, 2020 c). Ces deux organismes ont mené un exercice de réflexion quant à la pertinence de mettre sur pied un cadre normalisé qui permettrait aux entreprises d'internaliser le concept du développement durable dans leurs pratiques organisationnelles. La principale motivation des deux organismes fondateurs visait une plus grande imputabilité des entreprises, à travers une

démarche de divulgation reflétant leur performance de développement durable réelle. (Boiral, 2009) La mise sur pied des normes de la GRI permettait aussi de répondre au « besoin de standardisation afin de limiter la confusion liée à la diversité des approches et des indicateurs de performance » dans les rapports de développement durable (Boiral, 2009).

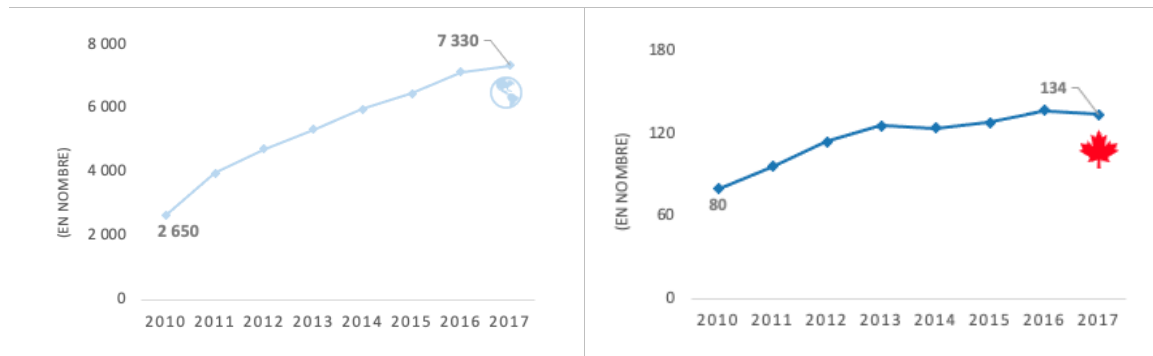
Plus précisément, les normes de la GRI « créent un langage commun pour les entreprises et les parties prenantes à partir duquel les impacts économiques, environnementaux et sociaux des entreprises peuvent être communiqués et compris » (GRI, 2018a). La mission de la GRI consiste à fournir une série de normes fiables et crédibles pour une divulgation en matière de développement durable. Une divulgation GRI est fondée sur la complémentarité de quatre attributs fondamentaux, soit les quatre C : Concis, Cohérent, Comparable et Actuel (« *Concise, Consistent, Comparable and Current* ») (Eccles, 2017). En d'autres mots, les normes sont destinées à améliorer la comparabilité et la qualité des informations divulguées par les entreprises, offrant ainsi une plus grande transparence et imputabilité à l'égard des attentes, intérêts et préoccupations de leurs parties prenantes.

Au fil du temps, la GRI a publié cinq importantes itérations. Ces itérations comportent chacune des améliorations et adaptations aux industries des entreprises et au contexte de développement durable. La démarche des entreprises est tout aussi évolutive, car ce référentiel permet l'amélioration continue des pratiques des entreprises. Il est donc intéressant de consulter les divers rapports disponibles sur la plateforme en ligne *GRI Sustainability Disclosure Database* afin d'évaluer la performance des entreprises, d'année en année. (GRI, 2020d) Il s'agit d'un répertoire pertinent pour l'ensemble des parties prenantes puisque tous les rapports, index et grilles y sont archivés, que ce soit de la G1, G2, G3, G4 à la GRI Standards 2016. La figure 2.1 illustre les cinq itérations des normes de la GRI.



**Figure 2.1** Itérations des normes de la GRI (inspiré de : GRI, 2020d)

L'influence des normes de la GRI n'a jamais été aussi importante qu'à ce jour. Les normes de la GRI sont utilisées dans plus de 50 pays et régions (Eccles, 2017). Cela se traduit par plus de 60 000 rapports de développement durable ayant intégré certaines des exigences des normes de la GRI et plus de 40 000 ayant été préparés en conformité avec la méthodologie de la GRI (GRI, 2020a). Il s'agit d'un cas de figure en constante évolution à l'échelle mondiale et nationale, comme démontré dans la figure 2.2 ci-dessous.



**Figure 2.2 Évolution des rapports GRI publiés et répertoriés depuis 2010** (tiré de : GRI, 2020d)

Depuis 1999, plus de 15 000 entités ont été enregistrées dans la base de données *GRI Sustainability Disclosure Database* dont 271, soit 2 % sont des entreprises canadiennes ayant publié des rapports de développement durable avec les normes de la GRI (GRI, 2020d). Quant à la figure, celle-ci démontre une forte croissance du nombre de rapports de développement durable publiés en conformité avec les normes de la GRI entre 2010 et 2017. Certaines entreprises publient un rapport tous les deux ans, ce qui peut contribuer à expliquer l'écart entre le nombre d'adhérents et le nombre de rapports publiés.

Par conséquent, la GRI détient la position du référentiel le plus adopté et référencé à l'échelle internationale. Il s'agit du tout premier référentiel à être apparu sur le marché, ce qui lui a valu sa grande notoriété. (Sasse-Werhahn, 2019) Plusieurs facteurs ont contribué à l'adoption massive de ces normes, notamment leur méthodologie rigoureuse, leur perspective très opérationnelle, leur accès libre et leur disponibilité dans 12 langues différentes (GRI, 2020a). La GRI rapporte que 92 % des 250 plus grandes entreprises à l'échelle mondiale divulguent leur performance en matière de développement durable, dont 74 % utilisent les normes de la GRI (GRI, 2020a).



### 2.1.2 Structure de gouvernance

La GRI est une institution internationale, indépendante et sans but lucratif. Son siège social et son secrétariat sont établis à Amsterdam depuis 2002 (GRI, 2020c).

La GRI est un référentiel de développement durable qui est utilisé pour une divulgation volontaire. Ces normes ne comportent aucune limite géographique dans leur utilisation. (Williams, 2016) En matière de gouvernance, la GRI s'appuie sur un réseau de sept instances différentes qui coopèrent et assurent l'intégrité et la pérennité de ses normes (GRI, 2020b). C'est en 2014 que la GRI a revu sa structure de gouvernance (Deloitte, 2014). Le tableau 2.1 présente les sept instances de gouvernance contribuant à la structure robuste de l'organisation fondatrice et qui assurent une vigie continue de ses normes et de ses activités.

**Tableau 2.1 Structure de la gouvernance de la GRI** (traduction libre : GRI, 2020b)

1. Conseil d'administration	Plus haute instance décisionnelle qui est responsable de prendre les décisions pour assurer la bonne gouvernance de l'organisation.
2. <i>Global Sustainability Standards Board (GSSB)</i>	Conseil qui est responsable d'encadrer le processus de développement des normes selon le processus officiel <i>Due Process Protocol</i> .
3. <i>Stakeholder Council</i>	Comité regroupant une cinquantaine de parties prenantes qui guide le conseil d'administration sur des enjeux stratégiques en formulant des recommandations.
4. <i>Due Process Oversight Committee (DPOC)</i>	Comité responsable d'encadrer le GSSB et d'assurer que l'élaboration des normes est conduite conformément au <i>Due Process Protocol</i> .
5. <i>Independent Appointments Committee</i>	Comité indépendant qui nomme les membres qui siègeront sur le GSSB et le DPOC.
6. <i>Governmental Advisory Group</i>	Groupe informel de conseillers qui éclaire les hautes instances décisionnelles de la GRI sur des enjeux liés aux rôles des gouvernements dans la responsabilité sociale des entreprises.
7. <i>GRI Secretariat</i>	Instance de nature administrative qui assure la mise en œuvre des initiatives et projets stratégiques, opérationnels et administratifs.

En tant qu'organisation indépendante, la GRI accorde une grande priorité à la structure de sa gouvernance, qui encadre la mise sur pied, le développement et l'amélioration continue de ses normes. L'implication constante de la communauté internationale d'experts dans l'ensemble de ses processus permet d'assurer que le référentiel demeure objectif, pertinent et fiable.

### **2.1.3 Adhérents**

La portée du référentiel comprend les entreprises de toutes tailles et œuvrant dans toutes les industries (Wilis et al., 2015a). Il n'existe aucune contrainte quant au profil type d'une entreprise adhérente, qu'il s'agisse d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales, d'entreprises privées ou publiques et des administrations de régions et de villes. Les normes de la GRI sont facilement adaptables au contexte organisationnel de l'utilisateur.

La GRI offre d'ailleurs la possibilité d'accéder à sa communauté, ce qui permet à ses entreprises membres de bénéficier de sa plateforme de contenu et de ressources exclusives portant sur les diverses thématiques en matière de développement durable. Cette adhésion nécessite une contribution financière basée sur une fourchette de prix préétablie selon les revenus annuels du plus récent exercice financier de l'entreprise. (GRI, 2020a)

### **2.1.4 Destinataires**

Les destinataires des informations divulguées par ce référentiel sont l'ensemble des parties prenantes internes et externes gravitant autour de l'entreprise. Il s'agit de différents groupes évoluant à l'intérieur du périmètre organisationnel, tels que le conseil d'administration, le comité de direction, divers comités internes et les employés de tous les niveaux hiérarchiques de même ceux évoluant à l'extérieur du périmètre organisationnel, tels que les clients, les fournisseurs, les investisseurs, les gouvernements, les communautés locales ainsi que la société dans laquelle l'entreprise opère.

Les rapports GRI sont utiles à bien des égards pour les parties prenantes d'une entreprise. En effet, une divulgation GRI permet aux parties prenantes d'évaluer la réelle contribution de l'entreprise en matière de développement durable, qu'elle soit positive ou négative. Elle permet d'illustrer concrètement l'ensemble des moyens et actions que l'entreprise a pris afin de comprendre et de répondre aux attentes et préoccupations de ses parties prenantes. (Sahed-Granger et Boncori, 2014) Les parties prenantes peuvent ainsi prendre des décisions justes et éclairées. Par exemple, les employés initiés et consciencieux peuvent être influencés par la performance de l'entreprise en matière de développement durable dans leur choix de futur d'employeur.

### 2.1.5 Certification professionnelle

Une approche de développement durable s'inscrit nécessairement dans une démarche d'amélioration continue. C'est dans une perspective de générer une expertise sur les concepts actuels et les enjeux émergents en matière de divulgation environnementale et sociale que la GRI offre un programme professionnel de certification (« *The GRI Professional Certification Program* »). Depuis 2010, la GRI compte plus de 41 000 participants à ce programme et qui ont acquis des connaissances avancées en matière de divulgation GRI. (GRI, s. d.)

## 2.2 Normes

La GRI est un référentiel en développement durable qui propose une démarche structurée en quatre séries de normes. La série de normes universelles (GRI100) inclut trois normes, soit les principes généraux (GRI101), les éléments généraux d'information (GRI102) et l'approche managériale (GRI103). La série de normes spécifiques à un enjeu inclut les normes économiques (GRI200), les normes environnementales (GRI300) et les normes sociales (GRI400). La manière dont les normes sont conçues permet à l'entreprise de comprendre son impact sur l'économie, l'environnement et la société. (GRI, 2018a)

L'objectif général est d'encadrer les entreprises par des exigences précises afin d'assurer que les informations préparées et divulguées soient complètes, comparables, cohérentes et fiables. Ces normes sont essentielles puisqu'elles alignent la démarche de reddition de comptes de l'ensemble des entreprises à l'échelle internationale. Chacune des séries de normes universelles et spécifiques propose une liste d'éléments d'information, soit des indicateurs auxquels l'entreprise doit fournir une réponse. Au total, les normes de la GRI comptent près de 140 éléments d'information. La figure 2.3 permet d'obtenir un aperçu de l'ensemble des normes de la GRI.

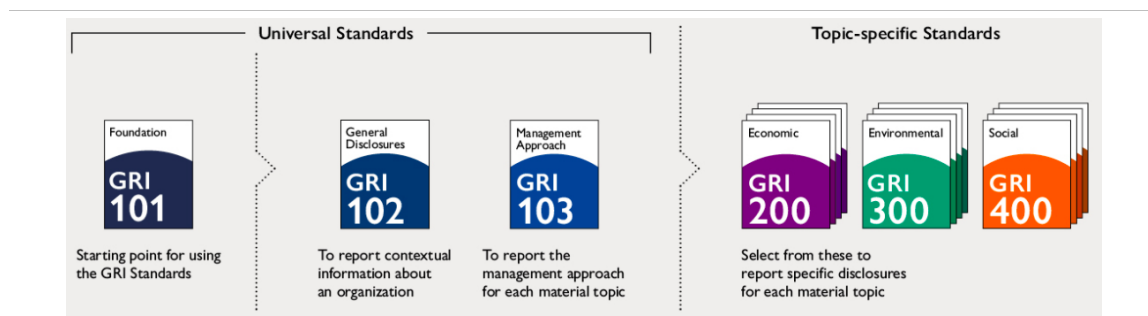


Figure 2.3 Aperçu de l'ensemble des normes de la GRI (tiré de : GRI, 2018b)

En outre, ce qui distingue la GRI Standards 2016 des itérations antérieures, c'est sa nouvelle structure modulaire. Chacune des normes constitue un module en soi. Cela facilite grandement la compréhension des exigences spécifiques à une norme. En d'autres mots, la GRI peut améliorer un ou plusieurs de ses modules sans avoir à effectuer une refonte complète de ses normes. Cela permet d'assurer la fiabilité, la pertinence et l'exactitude des GRI Standards 2016 à plus long terme. Chaque module est structuré par 1) des exigences qui déterminent ce que l'entreprise doit absolument présenter, 2) des recommandations qui définissent ce qu'elle devrait présenter afin d'aller plus loin, 3) des lignes directrices qui fournissent des explications pour aider à comprendre les exigences. Cette nouvelle itération ajoute un degré de flexibilité et de souplesse quant aux choix de contenu et au niveau de détail à présenter pour chacun des éléments d'information. (wspgroup.ca, 2017)

### **2.2.1 Normes universelles**

#### **Principes généraux GRI 101**

Les principes généraux constituent « le point de départ de l'utilisation de l'ensemble des normes » en précisant la méthodologie à laquelle l'entreprise doit aligner sa divulgation (GRI, 2018a). Les principes généraux sont répartis en deux groupes : les principes définissant le contenu du rapport et les principes définissant la qualité du rapport. Le respect de ces principes est essentiel si l'entreprise souhaite déclarer que son rapport a été préparé en conformité avec la méthodologie de la GRI. Afin d'évaluer si elle a appliqué les deux catégories de principes adéquatement, la GRI a élaboré une série de tests.

D'une part, les principes de *reporting* définissant le contenu du rapport permettent aux entreprises de déterminer quelles informations elles devraient inclure à leur rapport. (GRI, 2018b) Cela implique de réfléchir aux activités et impacts de l'entreprise, ainsi qu'aux attentes et intérêts de ses parties prenantes. Les principes définissant le contenu sont au nombre de quatre : 1) Prise en compte des parties prenantes, 2) Contexte de développement durable, 3) Matérialité, 4) Exhaustivité. Le tableau 2.2 présente les caractéristiques et les exemples de tests proposés par la GRI.

**Tableau 2.2 Principes de *reporting* définissant le contenu** (tiré de : GRI, 2018a)

CONTENU	Principe	Description	Test
	1. Prise en compte des parties prenantes	L'entreprise doit identifier ses parties prenantes et expliquer de quelle manière elle a répondu à leurs attentes et intérêts raisonnables.	Le contenu du rapport s'appuie sur les résultats d'une démarche d'implication des parties prenantes mise en œuvre spécifiquement pour le rapport.
	2. Contexte de développement durable	Le rapport doit présenter la performance de l'entreprise dans le contexte plus large du développement durable.	L'entreprise présente sa compréhension du développement durable, en s'appuyant sur les informations objectives dont elle dispose en la matière pour les enjeux concernés.
	3. Matérialité	Le rapport doit couvrir les enjeux qui reflètent les impacts économiques, environnementaux et sociaux majeurs de l'entreprise ou ceux qui influencent considérablement l'évaluation et les décisions des parties prenantes.	Les impacts économiques, environnementaux et/ou sociaux estimables de manière raisonnable sont identifiés au moyen d'une consultation en bonne et due forme par des spécialistes reconnus ou par des groupes d'experts dont les compétences sont reconnues.
	4. Exhaustivité	Le rapport doit couvrir intégralement les enjeux pertinents et leur périmètre pour refléter les impacts économiques, environnementaux et sociaux, et pour permettre aux parties prenantes d'évaluer la performance de l'entreprise au cours de la période de <i>reporting</i> .	Le rapport prend en compte les impacts causés par l'entreprise, ceux auxquels elle contribue ou ceux auxquels elle est directement liée à travers une relation d'affaires. Il couvre et hiérarchise toutes les informations pertinentes sur la base des principes de matérialité, du contexte de développement durable et de la prise en compte des parties prenantes.

D'autre part, les principes de *reporting* définissant la qualité du rapport permettent aux entreprises d'assurer la qualité de l'information et la manière dont celle-ci est présentée au sein du rapport. Ces principes sont importants afin d'assurer que l'information divulguée reflète adéquatement la performance réelle de l'entreprise et d'amener ses destinataires à des interprétations adéquates. (GRI, 2018a) Les principes définissant la qualité sont au nombre de six : 1) Exactitude, 2) Équilibre, 3) Clarté, 4) Comparabilité, 5) Fiabilité, 6) Respect des délais. Le tableau 2.3 présente les caractéristiques et les exemples de tests proposés par la GRI.

**Tableau 2.3 Principes de *reporting* définissant la qualité** (tiré de : GRI, 2018a)

	Principe	Description	Test
QUALITÉ	Exactitude	Les informations du rapport doivent être exactes et suffisamment détaillées pour que les parties prenantes puissent évaluer la performance de l'entreprise.	Le rapport indique les données qui ont été mesurées. Les mesures de données et les méthodes de calcul sont décrites de manière adéquate.
	Équilibre	Les informations du rapport doivent refléter les aspects positifs et négatifs de la performance de l'entreprise pour permettre une évaluation juste de la performance globale.	Les informations du rapport sont présentées dans un format qui permet aux utilisateurs de visualiser les tendances positives et négatives de la performance d'année en année.
	Clarté	L'entreprise doit rendre les informations disponibles de manière compréhensible et accessible aux parties prenantes qui utilisent ces informations.	Les parties prenantes peuvent repérer les informations spécifiques qu'elles recherchent sans effort déraisonnable, grâce à des tables des matières, des cartes, des liens ou d'autres aides.
	Comparabilité	L'entreprise doit sélectionner, compiler et rapporter les informations de façon cohérente. Les informations du rapport doivent être présentées de manière à permettre aux parties prenantes d'analyser les variations de la performance de l'entreprise dans le temps et de faire des comparaisons avec d'autres entreprises.	Les informations figurant dans le rapport peuvent être comparées d'année en année.  La performance de l'entreprise peut être comparée à des références appropriées.
	Fiabilité	L'entreprise doit rassembler, enregistrer, compiler, analyser et rapporter les informations et les procédures utilisées lors de la préparation du rapport de manière à permettre leur examen et à garantir la qualité et la matérialité des informations.	La portée et l'étendue de la vérification externe sont identifiées.  L'entreprise peut citer les sources à l'origine des informations du rapport.
	Respect des délais	L'entreprise doit établir un rapport à intervalles réguliers afin que les informations soient disponibles à temps pour que les parties prenantes puissent prendre des décisions éclairées	Le rapport indique clairement la période à laquelle il fait référence, la date à laquelle les dernières modifications ont été effectuées.

## **Éléments généraux d'information GRI 102**

Les éléments généraux d'information représentent la première catégorie d'éléments d'information auxquels l'entreprise doit fournir une réponse. Ce sont des informations relatives au profil de l'entreprise, la stratégie, l'éthique et l'intégrité, la gouvernance, les pratiques d'implication des parties prenantes et la procédure de *reporting*. En somme, la GRI Standards 2016 a établi 53 éléments d'information portant sur ces aspects. Plusieurs de ces éléments d'information sont étroitement liés à l'application des principes de *reporting* de contenu.

## **Approche managériale GRI 103**

Finalement, l'approche managériale décrit comment l'entreprise « gère un enjeu pertinent » (GRI, 2018b). Afin d'arriver à refléter de manière structurée l'approche managériale de l'entreprise, cette série est scindée en trois éléments d'information soit 1) 103-1 explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre, 2) 103-2 approche managériale et ses composantes, et 3) 103-3 évaluation de l'approche managériale. Le contenu demeure qualitatif et permet d'exposer l'impact réel de l'entreprise, soit à l'échelle d'une norme spécifique ou soit à l'échelle d'un élément d'information précis. À titre indicatif, l'approche managériale peut être décrite de manière globale afin de couvrir tous les éléments d'information de la norme environnementale ou décrite de manière spécifique pour décrire comment l'enjeu des émissions de GES est géré par l'organisation. Cette norme dévoile en quelque sorte l'énoncé de la vision stratégique de l'entreprise, soit l'orientation adoptée pour internaliser les enjeux économiques, environnementaux et sociaux pertinents. L'approche managériale encadre la manière dont l'entreprise communique ses meilleures pratiques en développement durable.

### **2.2.2 Normes spécifiques**

En ce qui a trait aux normes spécifiques à un enjeu, celles-ci sont scindées en trois grandes catégories soit 1) les normes économiques GRI 200, 2) les normes environnementales GRI 300, et 3) les normes sociales GRI 400. La GRI s'attend à ce que l'entreprise fournisse une réponse adéquate et alignée à ses exigences, lignes directrices et recommandations pour chacun des éléments d'information des normes spécifiques. Près de 80 éléments d'information portant sur ces enjeux ont été développés. Ces éléments d'information, couramment nommés indicateurs, exigent une réponse de nature qualitative ou quantitative.

Concrètement, l'entreprise doit s'appuyer sur le principe de matérialité (principe de contenu) pour identifier les éléments d'information à retenir parmi les 74 conçus par la GRI. Il importe donc que l'entreprise identifie adéquatement ceux étant les plus pertinents. La GRI propose une méthodologie aux entreprises afin d'arriver à sélectionner les éléments d'information pertinents ayant des impacts positifs et/ou négatifs qui influenceront les décisions des parties prenantes, basée sur la consultation de leurs parties prenantes (voir section 2.3.2 pour aller plus loin).

## **2.3 Méthodologie**

Une divulgation GRI consiste en un engagement de l'entreprise à effectuer une revue de ses activités et communiquer sa performance publiquement. Cela permet de rendre compte des impacts positifs et négatifs de ses activités organisationnelles auprès de ses parties prenantes. Afin d'y arriver, la GRI propose une méthodologie reposant sur trois axes importants soit 1) le choix de l'option de conformité, 2) la consultation auprès des parties prenantes, et 3) l'identification des enjeux pertinents.

### **2.3.1 Choix de l'option de conformité**

La GRI a établi une méthodologie qui repose sur un cadre de conformité composé de deux options. Il s'agit de l'option de conformité essentielle et l'option de conformité étendue. Ces options de conformité viendront déterminer le degré de profondeur de la divulgation qui devra être réalisée. L'entreprise doit obligatoirement choisir l'une de ces deux options en amont de l'exercice de préparation de la divulgation, puisque le nombre de réponses qu'elle devra fournir dans sa divulgation en dépendra.

D'une part, l'option de conformité essentielle (« *core option* ») exige que l'entreprise fournisse une réponse à l'égard d'une trentaine d'éléments d'information de la norme universelle, soit des éléments généraux d'information (GRI 102), tous les éléments d'information de l'approche managériale (GRI 103) et au moins un élément d'information spécifique à un enjeu (se référer à l'Annexe 1 pour la liste des éléments d'information obligatoires à divulguer). Ces exigences permettent à l'entreprise d'indiquer « [que son] rapport contient les informations minimales nécessaires à la compréhension de la nature de l'entreprise, de ses enjeux pertinents et des impacts liés, et de la manière dont ils sont gérés » (GRI, 2018a). L'entreprise qui s'engage dans une démarche de reddition de comptes alignée à cette option de conformité doit effectuer une



déclaration officielle stipulant que : « ce rapport a été préparé en conformité avec les normes GRI : option de conformité essentielle » (GRI, 2018a).

D'autre part, l'option de conformité étendue (« *comprehensive option* ») exige que l'entreprise divulgue son information à l'égard de tous les éléments d'information des normes universelles et des normes spécifiques à un enjeu. L'entreprise qui s'engage dans une démarche de reddition de comptes alignée à cette option de conformité doit effectuer une déclaration officielle stipulant que : « Ce rapport a été préparé en conformité avec les normes GRI : option de conformité étendue » (GRI, 2018a).

Or, l'entreprise peut toutefois, pour les deux options de conformité, utiliser l'un des quatre motifs d'omission proposés par la GRI : 1) sans-objet, 2) contraintes relatives à la confidentialité, 3) interdictions légales spécifiques, et 4) informations non disponibles. Une divulgation préparée selon l'option de conformité étendue suppose que tous les éléments d'information sont couverts, et dans le cas contraire, l'entreprise doit fournir une justification. (GRI, 2018a) Une fois que l'option de conformité est convenue, l'entreprise peut entamer sa démarche de revue de ses activités en vue de sa divulgation. L'Annexe 1 présente la liste complète des éléments d'information auxquels une entreprise doit fournir une réponse afin de se conformer à l'une ou l'autre de ces deux options, et pouvoir déclarer qu'elle est conforme à la méthodologie GRI dans sa divulgation officielle.

### **2.3.2 Consultation auprès des parties prenantes**

Cette étape consiste à mener un exercice de consultation auprès des parties prenantes de l'entreprise, autant à l'interne qu'à l'externe. Cet exercice est étroitement lié au principe de *reporting* de contenu soit la prise en compte des parties prenantes. Comme le suggère le test de la GRI, l'entreprise doit engager un dialogue, spécifique à l'élaboration du rapport GRI, auprès de ses groupes de parties prenantes afin d'adresser leurs attentes, intérêts et préoccupations à l'égard des enjeux économiques, environnementaux et sociaux reliés notamment à l'industrie et aux activités de l'entreprise. Cette démarche de consultation peut prendre la forme d'un sondage ponctuel, d'ateliers, de formations, de questionnaires lors des assemblées générales et même de dialogues informels et continuels avec un groupe en particulier.

Une telle démarche procure de nombreux bénéfices à l'entreprise. En effet, l'entreprise développe ainsi une relation de confiance avec ses groupes de parties prenantes puisqu'elle

considère leurs besoins en les intégrant dans son rapport GRI. Les consultations peuvent également façonner d'une manière ou d'une autre la vision stratégique et les futurs positionnements publics de l'entreprise. Ce sont des informations qui peuvent apporter du confort aux entreprises dans l'avancement de leurs actions et qui devraient alimenter leur réflexion stratégique quant à l'identification d'orientations prioritaires. Une démarche de consultation auprès des parties prenantes peut s'effectuer tous les ans, et même tous les deux ou trois ans. Il importe que les informations demeurent actuelles à chaque réaffirmation.

Plus précisément, l'entreprise peut traduire les attentes de ses parties prenantes en éléments d'information de la GRI. En bref, la démarche de consultation « a pour effet de permettre aux entreprises de mesurer concrètement leur performance face aux attentes de leurs parties prenantes et, par le fait même, de rendre des comptes de façon objective à celles-ci » (Réseau entreprise et développement durable, 2014).

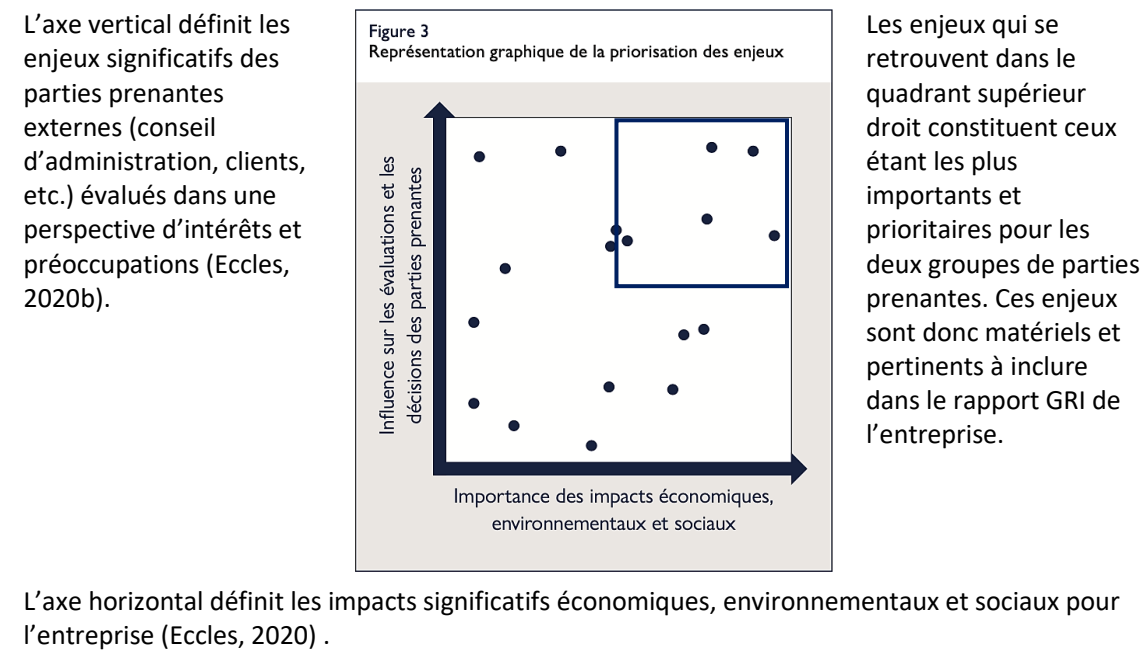
### **2.3.3 Identification des éléments d'information pertinents**

Le concept de matérialité détermine quels enjeux sont suffisamment importants et pertinents pour les intégrer dans un rapport à des fins de divulgation et de communication externe. En d'autres mots, l'application du concept de matérialité permet d'assurer que les informations divulguées sont nécessairement importantes et permet d'orienter les entreprises sur les indicateurs à retenir. La détermination des informations matérielles est importante, car ces informations peuvent avoir un impact sur les décisions prises par les dirigeants et les parties prenantes. (Torelli et al., 2020)

L'approche retenue par la GRI dans l'interprétation du concept de matérialité est orientée vers une prise en compte des attentes, intérêts et préoccupations des groupes de parties prenantes de l'entreprise. La GRI définit le concept de matérialité comme étant « les enjeux pertinents reflétant les impacts économiques, environnementaux et sociaux majeurs de l'entreprise ou influençant considérablement l'évaluation et les décisions des parties prenantes » (GRI, 2018a). Le concept de matérialité de la GRI est défini comme étant non spécifique à une industrie (« *industry-agnostic* ») (SASB, 2020a).

C'est à la suite de critiques à l'égard de la pertinence des informations divulguées par les entreprises que la GRI a intégré le principe de matérialité, communément utilisé dans la divulgation des informations financières (Sasse-Werhahn, 2019).

Plus précisément, c'est une fois que la consultation auprès des parties prenantes est menée que l'entreprise peut appliquer le principe de matérialité. Les résultats générés par la démarche de consultation peuvent être analysés par des experts en développement durable afin de cerner les enjeux qui en découlent. Cette analyse se traduit par la conception d'une matrice de pertinence. La matrice de pertinence est un outil de représentation graphique qui permet d'effectuer un exercice de priorisation des enjeux. La figure 2.4 ci-dessous illustre les caractéristiques d'une matrice de pertinence telle que propose la GRI.



**Figure 2.4 Matrice de pertinence de la GRI** (tiré de : GRI, 2018a)

Le quadrant droit supérieur dévoile les enjeux les plus importants et prioritaires auxquels l'entreprise doit s'attarder afin de rencontrer les attentes de ses parties prenantes. Tout comme la consultation, les résultats présentés dans la matrice de pertinence devraient façonner d'une manière ou d'une autre l'approche managériale de l'entreprise soit la manière dont l'entreprise gère et opérationnalise un enjeu pertinent.

## 2.4 Limites

La littérature témoigne de certaines lacunes qui « sont peu apparentes au premier abord, car les rapports sont généralement bien présentés, convaincants, et sont structurés pour démontrer le sérieux de l'engagement des entreprises pour le développement durable » (Boiral, 2009). Les normes de la GRI ne comportent pas de mesures préétablies et n'exigent pas des entreprises

qu'elles adoptent des cibles. Ceci ne permet pas de fournir une réponse mesurable et comparable pour les entreprises de la même industrie, tout en ne permettant pas de comprendre la façon dont leur approche de développement durable évoluera dans le temps.

Le concept de matérialité de la GRI découle d'une perspective individuelle et propre aux parties prenantes gravitant autour de l'entreprise, soit une perspective « *industry-agnostic* ». Bien que la méthodologie de la GRI soit rigoureuse, certaines entreprises peuvent inclure dans leur rapport « des informations hors sujet ou trop éloignées des indicateurs spécifiés par le GRI, que ces indicateurs soient ou non mesurables [...], et les réponses hétérogènes et évasives tendent à alourdir les rapports qui contiennent beaucoup d'informations difficilement analysables et comparables » (Boiral, 2009).

### 3. SUSTAINABILITY ACCOUNTING STANDARDS BOARD

---

*“To deliver on our mandates, we require increased transparency from companies. Companies have an obligation to disclose their material business risks and opportunities to financial markets and should provide financially relevant, comparable and decision-useful information. [...] We ask that companies measure and disclose their performance on material, industry-relevant ESG factors by leveraging the Sustainability Accounting Standards Board standards.*

*For our part, we continue to strengthen our own ESG disclosure and integration practices, and allocate capital to investments best placed to deliver long-term sustainable value creation.”*

- Maple 8 (2020)

---

Ce troisième chapitre dresse un portrait approfondi du deuxième référentiel étudié dans le cadre de l’analyse comparative de cet essai, soit les normes du *Sustainability Accounting Standards Board* (SASB) (« Conseil des normes comptables de développement durable »). Il est essentiel de s’attarder à ces normes de divulgation en matière de développement durable qui sont et pourraient être de plus en plus adoptées par les entreprises d’ici les prochaines années. C’est par l’influence de grands joueurs du secteur financier dont le *Maple 8*, soit les huit plus importants investisseurs institutionnels canadiens, que les normes du SASB jouissent d’une grande visibilité et notoriété auprès des entreprises et investisseurs.

#### 3.1 À propos

Tout comme le chapitre précédent, cette section aborde le contexte historique qui a contribué à la création et à l’évolution des normes du SASB. Puis, les caractéristiques spécifiques du SASB, soit la gouvernance, les adhérents, les destinataires et la certification professionnelle seront présentées.

##### 3.1.1 Contexte historique et évolution

C’est au début des années 2000 que le marché a reconnu que les aspects environnementaux et sociaux ont des implications sur la performance financière, ce qui a éveillé les investisseurs à ce sujet. Cette tendance a évolué considérablement à la suite de l’implication d’acteurs importants issus du secteur financier.

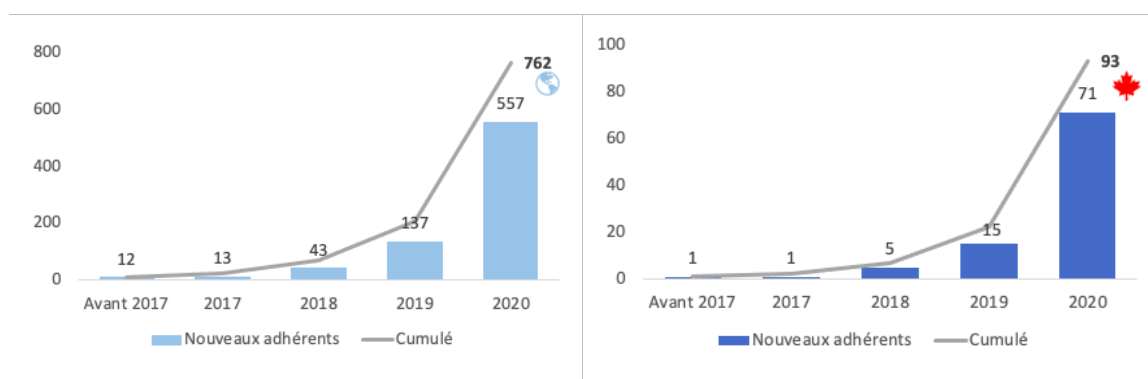
À l'heure actuelle, ce sont les investisseurs institutionnels qui exigent de plus en plus que les entreprises divulguent leur information portant sur les aspects ESG. L'émergence de référentiels, notamment le SASB, est née de la volonté d'assurer que ces aspects soient adéquatement pris en charge et communiqués par les entreprises, en permettant aux parties prenantes, dont les investisseurs, d'accéder à une information actuelle, pertinente, fiable, comparable, cohérente et de qualité. Ces informations constituent une nouvelle mesure qui s'intègre aux décisions d'investissement et qui peut affecter la performance d'une entreprise. (J. P. Morgan, 2019)

L'organisation SASB a été fondée en 2011 par Jean Rogers à San Francisco. C'est en 2018 que le SASB lance officiellement ses normes après un processus de développement impliquant des consultations auprès d'experts de différentes industries et des milieux académiques, et ce, sur une période de sept années. (CFA Montréal, 2020) En effet, le SASB a collecté la rétroaction d'experts provenant des grandes organisations du secteur financier et non financier afin de publier ses normes codifiées en 2018 (Busco et al., 2020). La première itération des normes du SASB représente en quelque sorte un analogue des référentiels existants en matière de divulgation financière et comptable soit le *Financial Accounting Standards Board* et l'*International Accounting Standards Board* (Eccles, 2020a).

La mission du SASB est d'encadrer les entreprises dans leur communication des enjeux environnementaux et sociaux leur étant pertinents (« *materials* ») et pouvant affecter leur performance financière. En outre, l'objectif général est de comprendre le contexte des entreprises en termes de risques et d'opportunités liés aux enjeux environnementaux et sociaux pertinents, et ce, pour permettre aux investisseurs de prendre une décision d'investissement éclairée.

Concrètement, le référentiel aborde cinq grandes thématiques, soit : 1) Environnement, 2) Capital social, 3) Capital humain, 4) Modèle d'affaires et Innovation, 5) Leadership et Gouvernance. Au total, les normes du SASB fournissent des indicateurs de performance comptables pour 11 industries et 77 sous-industries. (SASB, 2020d) SASB a développé un outil de recherche nommée le (« *Sustainable Industry Classification System™* [SICS] ») permettant aux entreprises d'identifier leur industrie par la nature de ses activités (se référer à la section 3.2.2 pour aller plus loin). Ce système de classification oriente par la suite les entreprises dans la divulgation des aspects environnementaux et sociaux matériels à leur(s) industrie(s).

Étant un référentiel notable et de plus en plus adopté, le SASB comptait, à la fin du dernier trimestre 2020, un total de 557 entreprises adhérentes, dont 330 provenaient des États-Unis (59 %) et 227 de l'international (41 %) ; les normes du SASB ne sont pas seulement adaptées et pertinentes pour les entreprises et investisseurs des États-Unis considérant que près de la moitié sont issues de la communauté internationale (SASB, 2021). Ce cas de figure illustre une importante démocratisation des normes du SASB sur la scène internationale depuis sa création (FSA Montreal, 2020).



**Figure 3.1 Évolution du nombre d'entreprises d'adhérentes aux normes du SASB** (tiré de : SASB.org, 2021)

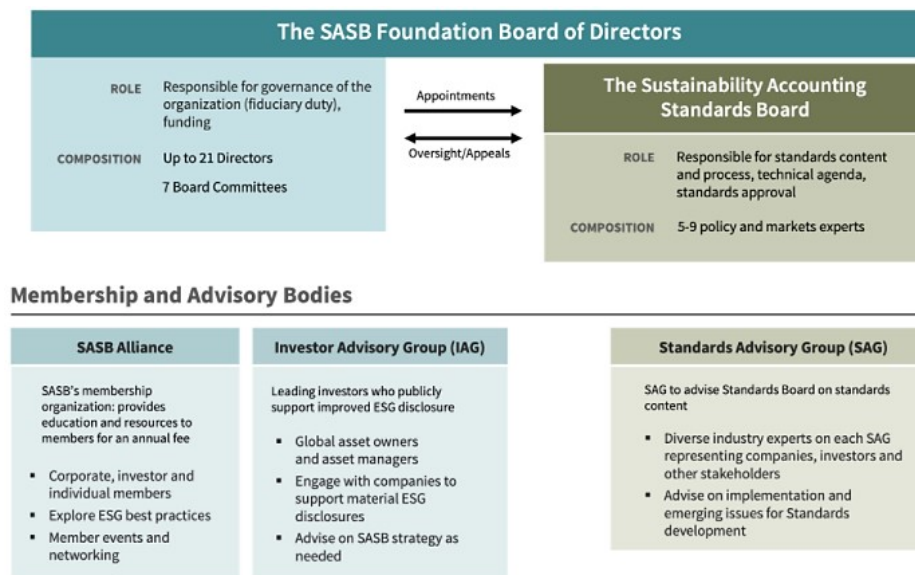
Les figures 3.1 présentées démontrent une croissance considérable de nouvelles entreprises adhérentes aux normes du SASB à l'échelle mondiale et nationale, et ce, depuis le lancement officiel en novembre 2018 (SASB, 2020a).

### 3.1.2 Structure de gouvernance

Le SASB est une organisation internationale, indépendante et sans but lucratif. Son siège social est établi à San Francisco depuis 2011 (SASB, 2020a).

Tout comme la GRI, le SASB est utilisé dans le cadre d'une divulgation volontaire. La structure de la gouvernance des normes du SASB comporte les mêmes caractéristiques que l'ensemble des référentiels qui encadrent la préparation de rapports financiers traditionnels. Plus précisément, la fondation SASB incarne la plus haute instance décisionnelle soit le conseil d'administration. La fondation est composée de 18 administrateurs dont 40 % sont des femmes, incluant la vice-présidente du conseil. Le conseil affiche une diversité de genre et ethnoculturelle considérable, en plus de compter un éventail de profils professionnels diversifiés, issus des milieux de la consultation, de la finance et de la comptabilité. (SASB, 2020a)

Le SASB agit à titre d'organisation indépendante visant à promouvoir une utilisation adéquate de ses normes auprès de ses entreprises adhérentes. L'organisation fondatrice ne s'engage pas à évaluer ni à classer les entreprises en fonction de leur divulgation et performance en matière de développement durable. Cependant, elle assure une vigie des rapports publiés et répertorie les entreprises s'étant conformées à ses normes dans sa plateforme de gestion de l'information analytique. La figure 3.2 ci-dessous illustre la structure des diverses instances décisionnelles qui s'allient afin d'assurer la légitimité des normes.



**Figure 3.2 Structure de gouvernance du SASB** (tiré de : SASB.org, 2020a)

De plus, les normes évoluent constamment et sont réévaluées régulièrement afin d'assurer un degré d'alignement avec les enjeux environnementaux et sociaux émergents et les besoins évolutifs du marché. Ce processus de révision est assuré par des groupes de conseillers, incluant des représentants internes et externes. À titre indicatif, le SASB a mis sur pied un groupe de conseillers externes composé uniquement d'investisseurs (« *SASB's Investor Advisory Group* »). Ce groupe compte 55 membres provenant de 12 pays (Australie, Canada, Danemark, France, Allemagne, Japon, Norvège, Suède, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Uni et les États-Unis) et détenant ensemble 41 trillions d'actifs sous gestion. (SASB, 2020f) Il sert à conseiller le conseil d'administration dans un cadre stratégique et d'engager les entreprises à divulguer leurs impacts environnementaux et sociaux pertinents.



### **3.1.3 Adhérents**

Les adhérents aux normes du SASB (« *SASB reporters* ») sont généralement les entreprises publiques, mais de plus en plus les entreprises privées à l'échelle internationale. La portée du référentiel comprend les entreprises de toutes les tailles appartenant aux 11 industries et 77 sous-industries du SIC5. Les normes sont facilement adaptables aux différentes classes d'actifs des investisseurs, tels que les marchés boursiers, le revenu fixe, les placements privés, l'infrastructure et l'immobilier. (CFA Montréal, 2020)

Il est pertinent de souligner que parmi les 54 émetteurs canadiens répertoriés en 2020, près de la moitié sont des sociétés publiques d'exploitation des ressources minières, tandis que l'autre moitié est répartie au sein des industries suivantes : infrastructures, services financiers, transports, technologies et communications, biens de consommation, ressources de transformation et des services (FSA Montreal, 2020). En raison des impacts environnementaux et sociaux généralement importants de l'exploitation minière, les sociétés de cette industrie apparaissent plus ouvertes à démontrer qu'elles gèrent de façon responsable ces enjeux et que le niveau de vérification (« *scrutiny* ») est plus important en regard de leurs activités. En d'autres mots, elles doivent obtenir une licence sociale pour opérer.

### **3.1.4 Destinataires**

Les normes du SASB ont été créées pour répondre aux besoins en information des investisseurs sur les enjeux environnementaux et sociaux. Ce sont les investisseurs, et tous les autres professionnels connexes au secteur financier (ex. assureurs) qui représentent les principaux destinataires des informations divulguées par ce référentiel. Les investisseurs sont appelés à effectuer un exercice de jugement dans l'analyse des informations divulguées par les entreprises. (SASB, 2020g)

En outre, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des parties prenantes gravitant autour de l'entreprise peuvent être des acteurs sensibles aux thématiques abordées par ce référentiel.

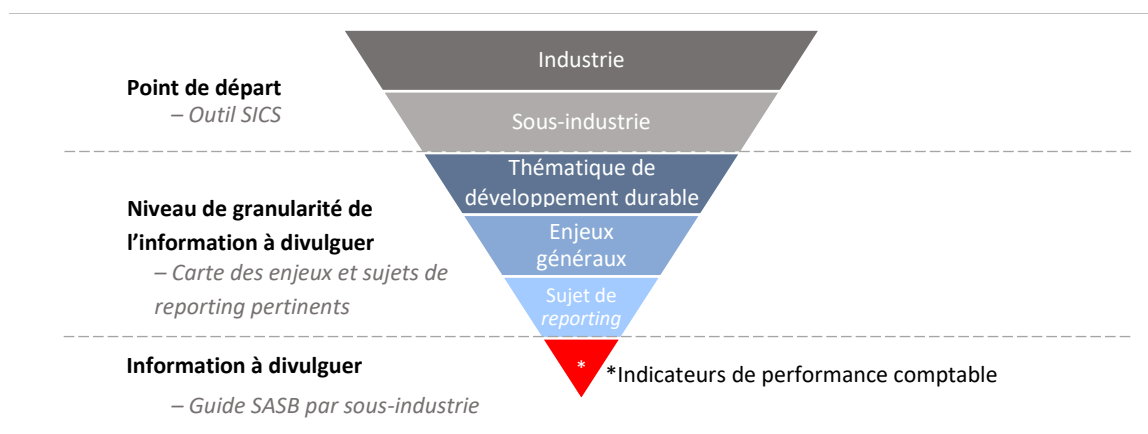
### **3.1.5 Certification professionnelle**

Le SASB offre un programme d'accréditation sur les fondements de la comptabilité durable (« *Fundamentals of Sustainability Accounting (FSA) credentials* »). Cette accréditation permet à toute personne, tant de la perspective d'une entreprise adhérente que d'un investisseur,

d'approfondir sa compréhension quant aux enjeux environnementaux et sociaux susceptibles d'affecter la performance opérationnelle et financière d'une entreprise. (SASB, s. d.)

### 3.2 Normes

Les normes du SASB sont constituées de divers éléments qui s'imbriquent les uns dans les autres, permettant ainsi d'obtenir un niveau précis d'information à divulguer. Elles ont été conçues afin de répondre aux besoins du marché, dont à ceux des investisseurs dans leur quête d'information ESG de qualité. Les normes du SASB sont définies comme étant un référentiel qui s'applique à une industrie spécifique (« *industry-specific* »). En effet, la méthodologie proposée par le SASB s'appuie essentiellement sur l'identification de l'industrie et de la sous-industrie d'une entreprise afin d'extrapoler l'information pertinente à divulguer. La figure 3.3 ci-dessous illustre la granularité reflétée dans la structure des normes du SASB.



**Figure 3.3 Structure des normes du SASB** (Inspiré de : SASB.org, 2020d)

En bref, les normes du SASB se rapportent aux sujets de *reporting* pertinents à une entreprise. Et, les sujets de *reporting* permettent aux entreprises de divulguer une information juste en fonction d'indicateurs de performance comptables.

Tout comme la GRI, ce référentiel s'appuie sur une série de huit principes fondamentaux afin d'assurer une divulgation conforme à ses normes, soit : 1) Pertinent, 2) Utile, 3) Adéquat, 4) Rentable, 5) Comparable, 6) Complet, 7) Efficace et, 8) Vérifiable (Wilis et al., 2015). Or, les normes du SASB se distinguent par ces six caractéristiques uniques et pertinentes pour les entreprises :

- Les informations divulguées appliquent le concept de matérialité financière (« *financially material* »), soit une information liée à un enjeu environnemental et/ou social qui a le potentiel d'affecter la performance opérationnelle et financière d'une entreprise à court, moyen ou long terme.
- Le référentiel est un outil d'aide à la décision (« *decision-useful* ») pour les entreprises et les investisseurs.
- La démarche proposée par le référentiel dévoile un rapport coût-bénéfice (« *cost-effective* ») intéressant, par le fait que ce ne sont que les enjeux pertinents qui sont regardés, rendant la collecte et la divulgation d'informations moins onéreuse.
- La structure des informations divulguées est spécifique à une industrie (« *industry-specific* »), ce qui permet aux entreprises d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux pertinents à leur industrie et sous-industrie.
- Les fondements du référentiel découlent des principes et référentiels comptables existants (« *evidence-based* »).
- Les normes sont actuelles puisqu'elles sont améliorées régulièrement afin de s'aligner avec les besoins évolutifs du marché (« *market-informed* »). (SASB, 2020b)

### 3.2.1 Enjeux couverts

Les thématiques de développement durable couvrent 26 enjeux généraux (« *general issue category* »). Ces enjeux ont été déterminés comme étant transversaux à l'ensemble des 11 industries et 77 sous-industries. En d'autres mots, ces enjeux se rattachent aux activités qui maintiennent et renforcent la capacité de l'entreprise à créer de la valeur à long terme. (SASB, 2020d) La figure 3.4 ci-dessous catégorise les enjeux généraux en fonction des cinq thématiques de développement durable.



**Figure 3.4 Thématiques et enjeux généraux du SASB** (tiré de : SASB.org, 2021b)

Parmi les 26 enjeux généraux, le SASB propose d'aller plus loin à l'égard de l'enjeu portant sur les émissions de GES, (« *GHG Emissions* »). Il s'agit d'un enjeu universel, prédominant et pertinent pour les investisseurs. En effet, le SASB suggère la divulgation des émissions de GES de la portée 1 dans 22 des 77 sous-industries ; la divulgation des émissions de GES de la portée 2 dans 35 des 77 sous-industries. La méthodologie proposée par le SASB permet à l'entreprise de quantifier et de divulguer ses émissions à partir de mesures et de cibles normalisées. La divulgation de cet enjeu permet de rendre disponible une information fiable et comparable pour les investisseurs quant à l'empreinte carbone de l'entreprise, ce qui est d'autant plus pertinent que plusieurs investisseurs ont récemment adopté des cibles de réduction de l'intensité carbone de leurs investissements. (SASB, 2020d) Le SASB a élaboré un guide supplémentaire afin de faciliter la préparation de ces données pour les entreprises et de faciliter la communication de cette information auprès des investisseurs.

En outre, le SASB a entamé une démarche de réflexion et de consultation publique afin de revoir et de mieux s'aligner aux besoins du marché en matière de gestion du capital humain. L'objectif de cette démarche est de mieux identifier les risques et opportunités en ajoutant de nouveaux éléments associés à la gestion du capital humain, tels que l'importance d'une culture organisationnelle inclusive, l'amélioration de l'engagement et de la rétention des employés, et l'impact des programmes de bien-être pour les employés. (SASB, 2020e) Dans le cas présent, la

méthodologie du SASB propose la divulgation d'au moins un enjeu pertinent touchant le capital humain pour les 11 industries et vise à approfondir davantage les enjeux couverts.

### **3.2.2 Classification SICS**

C'est en 2012 que l'organisation fondatrice a élaboré son système de classification des industries (« *Sustainable Industry Classification System™* [SICS] »), qui diffère des autres systèmes de classification traditionnels existants, tel que le *Global Industry Classification Standard* (GICS) conçu par et pour des acteurs reconnus du secteur financier. La taxonomie du GICS est basée sur des indicateurs de performance financière permettant aux investisseurs de prendre des décisions axées sur le profil économique des entreprises.

Quant au SICS, ce système regroupe les entreprises par industrie en se basant sur les similarités étudiées au niveau des impacts environnementaux et sociaux ainsi que sur les risques et opportunités potentiels. (SASB, 2016) La taxonomie proposée par le SICS est effectuée en combinant ainsi les aspects environnementaux et sociaux et les leviers financiers. Le SICS permet donc de répondre à la demande des investisseurs d'accéder à une information ESG comparable.

Plus précisément, cette classification constitue le point de départ des entreprises dans leur démarche de divulgation puisqu'elle permet l'identification de l'industrie et de la sous-industrie à laquelle l'entreprise appartient. Le SASB a mis sur pied un outil de recherche interactif (« *SICS Look-up Tool* ») permettant aux entreprises et aux investisseurs d'obtenir les informations relatives à une industrie SICS basée sur une structure analytique regroupant des dizaines de milliers d'entreprises cotées en bourse. La figure 3.5 présente la liste exhaustive des 11 industries et 77 sous-industries. (SASB, 2020b)



**Figure 3.5** Système de classification SICS (tiré de : SASB.org, 2020b)

Le SICS est le système de classification sur lequel reposent les autres outils développés par le SASB, notamment les guides par industrie et la carte interactive des enjeux et sujets de *reporting* pertinents, contribuant tous à la structure robuste de ce référentiel de développement durable, pour aller plus loin (se référer aux sections 3.2.3 et 3.2.4 respectivement).

### 3.2.3 Survol du guide

Pour chaque sous-industrie, un guide exhaustif est proposé répertoriant tous les enjeux pertinents que l'entreprise devrait couvrir dans sa divulgation. En d'autres mots, le guide est un document structurant de manière granulaire l'information à divulguer, duquel peut s'inspirer une entreprise, et ce, dans la mesure où l'évaluation de la matérialité d'un enjeu lui revient, comme démontré à la figure 3.6 ci-dessous.

Table 1. Sustainability Disclosure Topics & Accounting Metrics				
TOPIC	ACCOUNTING METRIC	CATEGORY	UNIT OF MEASURE	CODE
Greenhouse Gas Emissions	Gross global Scope 1 emissions, percentage methane, percentage covered under emissions-limiting regulations	Quantitative	Metric tons CO <sub>2</sub> -e (t), Percentage (%)	EM-EP-110a.1
	Amount from: combustion, vented			
Air Quality	Discussed strategy, emissions performance			
	Air emissions: NO <sub>x</sub> , (4) organic particulate			
Water Management	(1) Total water region, Water			
	Voluntary generation, injected discharge			
	Percentage which fracture			

EM-EP-110a.1. Gross global Scope 1 emissions, percentage methane, percentage covered under emissions-limiting regulations				
1 The entity shall disclose its gross global Scope 1 greenhouse gas (GHG) emissions to the atmosphere of the seven GHGs covered under the Kyoto Protocol—carbon dioxide (CO <sub>2</sub> ), methane (CH <sub>4</sub> ), nitrous oxide (N <sub>2</sub> O), hydrofluorocarbons (HFCs), perfluorocarbons (PFCs), sulfur hexafluoride (SF <sub>6</sub> ), and nitrogen trifluoride (NF <sub>3</sub> ).				
1.1 Emissions of all GHGs shall be consolidated and disclosed in metric tons of carbon dioxide equivalent (CO <sub>2</sub> -e), and calculated in accordance with published 100-year time horizon global warming potential (GWP) values. To date, the preferred source for GWP values is the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Fifth				

Table 2. Activity Metrics			
ACTIVITY METRIC	CATEGORY	UNIT OF MEASURE	CODE
Production of: (1) oil, (2) natural gas, (3) synthetic oil, and (4) synthetic gas	Quantitative	Thousand barrels per day (Mbblday), Million standard cubic feet per day	EM-EP-000.A

**Figure 3.6 Aperçu du guide d'implémentation des normes SASB par sous-industries** (tiré de : SASB.org, 2020d)

Conformément au guide du SASB, l'entreprise dispose d'un tableau détaillant : 1) les sujets de *reporting* pertinents (« *topic* »), 2) des indicateurs de performance comptables (« *accounting metric* »), 3) la catégorie des indicateurs soit quantitatif (« *quantitative* ») ou qualitatif (« *discussion and analysis* »), 4) l'unité de mesure si applicable (« *unit of measure* »), 5) le numéro de l'indicateur de performance comptable (« *code* ») tel qu'illustré ci-haut. (SASB, 2020d)

Afin d'élargir la portée de l'utilisation de ses normes, le SASB a récemment publié son guide d'implantation traduit de l'anglais au français, à l'allemand, à l'espagnol et au japonais. Il importe de présenter les divers termes employés par le SASB dans ses guides par industrie afin d'en comprendre la signification et le contexte. L'ensemble des concepts clés sont définis dans le tableau 3.1 ci-dessous.

**Tableau 3.1 Définition des concepts clés présentés dans les guides SASB** (tiré de : SASB.org, 2020d)

Sujet de <i>reporting</i> (« <i>disclosure topics</i> »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque enjeu comprend un ensemble de sujets de <i>reporting</i> qui varient d'un secteur d'activité à l'autre. Les sujets de <i>reporting</i> permettent de décrire brièvement la manière dont l'entreprise gère les différents aspects d'un enjeu et comment celui-ci peut affecter la capacité de l'entreprise à créer de la valeur à long terme.</li> <li>• En moyenne, les normes SASB comprennent 6 sujets de <i>reporting</i> par secteur d'activité.</li> </ul>
Indicateur de performance comptable (« <i>Accounting metrics</i> »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque norme du SASB fournit aux entreprises des paramètres quantitatifs ou qualitatifs conçus pour mesurer les performances sur chaque sujet de <i>reporting</i> ou sur un aspect de ce sujet.</li> <li>• En moyenne, les normes du SASB comprennent 13 indicateurs comptables par sous-industrie.</li> </ul>
Protocole (« <i>Technical protocols</i> »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque indicateur comptable est accompagné de protocoles techniques qui fournissent des directives sur les définitions, la portée, la comptabilité, la compilation et la présentation des informations à divulguer.</li> <li>• Les protocoles peuvent servir de base aux critères à intégrer à une mission d'assurance « limitée » effectuée par une firme externe et indépendante.</li> <li>• Les protocoles techniques aident à assurer que les indicateurs comptables sont compilés de manière cohérente et permettent les comparaisons entre les entreprises.</li> </ul>
Indicateur d'activité (« <i>Activity metrics</i> »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque norme inclut des indicateurs d'activité destinés à mesurer des données normalisées pouvant comparer les entreprises appartenant à une même sous-industrie, en plus de comparer la performance historique d'une même entreprise à travers le temps.</li> </ul>

Dans l'ensemble, il est intéressant de souligner que les normes du SASB sont composées de 74 % d'indicateurs de performance comptables de nature quantitative (CFA Montréal, 2020). En plus, chacune des thématiques de développement durable comporte en moyenne 6 indicateurs de performance comptables de nature qualitative et 13 de nature quantitative (SASB, 2020d).

### 3.3 Méthodologie

Tout comme la GRI, une divulgation SASB consiste en un engagement de l'entreprise à effectuer une revue de ses activités et à la communiquer publiquement. Cela permet de rendre compte des impacts environnementaux et sociaux portant sur des enjeux généraux, plus précisément, des sujets de *reporting* pertinents et qui, à long terme, peuvent affecter la performance financière de l'entreprise.



Essentiellement, la méthodologie proposée par le SASB s'appuie sur l'identification de l'industrie et la sous-industrie d'une entreprise afin d'extrapoler l'information pertinente à divulguer. Afin d'y arriver, le SASB propose une méthodologie reposant sur trois aspects fondamentaux soit : 1) le concept de matérialité, 2) l'identification des sujets de *reporting* pertinents et, 3) la carte des enjeux généraux et des sujets de *reporting* pertinents.

### 3.3.1 Matérialité

Le SASB intègre la notion de matérialité financière pour cibler les enjeux environnementaux et sociaux qui impacteront la performance opérationnelle et financière d'une entreprise à court, moyen et long terme selon son industrie spécifique (SASB, 2020c). C'est à l'entreprise que revient la responsabilité d'identifier et de divulguer de manière juste et éclairée les enjeux pertinents propres à ses activités afin d'être conforme aux exigences de son industrie SICS.

Afin d'arriver à cette explication, le SASB s'est aligné avec la définition de matérialité entérinée par la Cour Suprême des États-Unis<sup>1</sup>. Cette définition stipule qu'une information est matérielle lorsque :

*« a substantial likelihood that the disclosure of the omitted fact would have been viewed by the reasonable investor as having significantly altered the 'total mix' of information made available. » TSC Indus. v. Northway, Inc., 426 U.S. 438, 449 (1976) (SASB, 2014).*

L'interprétation du concept de matérialité que propose le SASB a été défini à la suite d'un processus de réflexion rigoureux basé sur une approche factuelle menée en collaboration avec des experts tels que la *Securities and Exchange Commission* (SEC), le fondateur de Bloomberg LP (Michael R. Bloomberg), et l'ancienne présidente de la SEC (Mary Schapiro) ainsi que les membres de la fondation SASB, soit le conseil d'administration. Cette consultation a permis de définir le concept de matérialité et de structurer son application et interprétation afin de bien desservir les besoins du marché. (SASB, 2014)

---

<sup>1</sup> La définition officielle de la matérialité entérinée par la Cour Suprême des États-Unis découle du cas « *TSC Indus. v. Northway, Inc., 426 U.S. 438, 449 (1976)* » et est adoptée par toutes les instances, notamment la SEC qui intègre cette notion dans la déclaration annuelle 10-K exigée auprès des entreprises publiques américaines (SASB, 2014).

### 3.3.2 Identification de sujets de *reporting* pertinents

La pertinence d'un sujet de *reporting* tel que le définit SASB est directement liée aux impacts sur la performance opérationnelle et financière de l'entreprise. Les impacts financiers peuvent se matérialiser sous trois catégories : 1) revenus et coûts, 3) actifs et passifs, 5) coût en capital et profil de risque. D'une part, l'approche de matérialité financière favorise une meilleure compréhension par les entreprises de leurs risques et opportunités potentiels. (Frigo et Whittington, 2020) D'autre part, elle sert aux investisseurs dans leur analyse du potentiel de création de valeur à long terme de l'entreprise.

### 3.3.3 Carte des enjeux et sujets de *reporting* pertinents

La carte des enjeux et sujets de *reporting* pertinents (« *Materiality Map* ») est un outil interactif essentiel développé par le SASB pour faciliter la démarche de divulgation des entreprises non initiées en fonction de leur industrie et sous- industrie.

La première interface de l'outil donne un aperçu des enjeux généraux pertinents pour les 11 industries SICS, et ce, segmentés selon les thématiques de développement durable. Il s'agit d'un aperçu des risques et opportunités à gérer pour une industrie spécifique afin de créer de la valeur à long terme. Il devient donc intéressant pour les entreprises, investisseurs et toute autre partie prenante de s'appuyer, à haut niveau, sur les informations que présente cette carte (figure 3.7 ci-dessous) dans l'analyse des risques financiers potentiels.

		Consumer Goods	Extractives & Minerals Processing	Financials	Food & Beverage	Health Care	Infrastructure	Renewable Resources & Alternative Energy	Resource Transformation	Services
Dimension	General Issue Category <sup>®</sup>	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand	Click to expand
Environment	GHG Emissions									
	Air Quality									
	Energy Management									
	Water & Wastewater Management									
	Waste & Hazardous Materials Management									
	Ecological Impacts									

Légende :

- Enjeux étant pertinents pour plus de 50 % des 77 sous-industries d'une industrie
- Enjeux étant pertinents pour moins de 50 % des 77 sous-industries d'une industrie
- Enjeux étant non pertinents pour l'industrie

**Figure 3.7 Aperçu de la *Materiality Map* SASB : Enjeux** (tiré de : SASB.org, 2021b)

Par la suite, la carte permet d'approfondir l'information soit les enjeux généraux pertinents par sous-industrie.

		Consumer Goods						
Dimension	General Issue Category <sup>®</sup>	Apparel, Accessories & Footwear	Appliance Manufacturing	Building Products & Furnishings	E-Commerce	Household & Personal Products	Multiline and Specialty Retailers & Distributors	Toys & Sporting Goods
Environment	GHG Emissions							
	Air Quality							
	Energy Management							
	Water & Wastewater Management							
	Waste & Hazardous Materials Management							
	Ecological Impacts							

Légende :

- Enjeux pertinents identifiés pour la sous-industrie
- Enjeux non pertinents pour la sous-industrie

**Figure 3.8 Aperçu de la *Materiality Map* par industrie et sous-industrie** (tiré de : SASB.org, 2021b)

Les enjeux identifiés comme étant pertinents sur la carte (figure 3.8 ci-haut) ont la fonctionnalité d’offrir un aperçu des sujets de *reporting* pertinents et des indicateurs de performances comptables spécifiques à l’enjeu général.

Ultimement, la carte des enjeux et sujets de reporting pertinents est un outil d’aide à la décision et vient renforcer le fait que l’imputabilité revient à l’entreprise de déterminer si c’est applicable à elle ou non.

### 3.4 Limites

Le SASB comporte une limite importante quant à la nature des enjeux abordés. Lorsque l’on s’attarde aux enjeux généraux et aux sujets de *reporting* pertinents proposés par le référentiel, il est facile de constater que le SASB s’intéresse surtout aux aspects environnementaux et sociaux, et ne porte peu ou pas sur les aspects de gouvernance. (FSA Montreal, 2020) Les critères liés à la gouvernance visent essentiellement l’efficacité du conseil d’administration. Par conséquent, un seul sujet de *reporting*, soit : la diversité et Inclusion des employés, aborde l’un des aspects couramment associés à la gouvernance. À titre indicatif, le SASB demande aux entreprises de fournir leur information quant à la composition de leur conseil d’administration en termes de diversité. De plus, la thématique de Leadership de Gouvernance est constituée de sujets de *reporting* qui ciblent majoritairement les enjeux liés à des pratiques non concurrentielles et de corruption au sein d’une entreprise (gouvernance opérationnelle). La gouvernance est un aspect fondamental dans une intégration ESG dite complète et le SASB ne permet de relever les réels enjeux à cet égard.

Finalement, l'interprétation du concept de matérialité peut consister en une limite. Malgré une structure robuste qui appuie l'application de cette notion, l'approche des entreprises demeure subjective lorsque vient le temps de déterminer et d'interpréter la réelle signification des enjeux pertinents (matériels). Par ailleurs, les investisseurs évaluent également, à leur tour, la pertinence d'une information divulguée par une entreprise. Ainsi, tout dépendant de leurs convictions et de leur compréhension d'une entreprise, cela peut entraîner des variations entre ce qui est considéré comme matériel, d'un investisseur à l'autre. En bref, ceci démontre comment les visions divergentes des investisseurs complexifient l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux et ultimement, l'information étant demandée aux entreprises.

#### 4. TASK FORCE ON CLIMATE-RELATED FINANCIAL DISCLOSURES

---

*“Our societies face a series of profound environmental and social challenges. The combination of the weight of scientific evidence and the dynamics of the financial system suggest that, in the fullness of time, climate change will threaten financial resilience and longer-term prosperity  
[...]*

*With better information as a foundation, we can build a virtuous circle of better understanding of tomorrow’s risks, better pricing for investors, better decisions by policymakers, and a smoother transition to a lower-carbon economy. By managing what gets measured, we can break the Tragedy of the Horizon.”*  
- Mark Carney (Carney, 2015)

---

Ce quatrième chapitre dresse un portrait approfondi du troisième et dernier référentiel étudié dans le cadre de l’analyse comparative de cet essai, soit les recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (« Groupe de travail international sur la transparence des risques financiers liés au climat »). Il est nécessaire de présenter ce cadre de référence portant sur la divulgation des enjeux liés au climat en raison de l’endossement du *Maple 8* qui encourage fortement les entreprises à adopter ces recommandations.

##### 4.1 À propos

Tout comme les deux chapitres précédents, cette section aborde le contexte historique qui a contribué à la création des recommandations de la TCFD. Puis, les caractéristiques spécifiques de la TCFD, soit la gouvernance, les adhérents et les destinataires seront présentées.

##### 4.1.1 Contexte historique et création

C’est à la suite de la demande des ministres du G20 ainsi que des gouverneurs des banques centrales que le Conseil de stabilité financière (« *Financial Stability Board* [FSB] ») a été mandaté en avril 2015 afin de réviser et d’analyser comment le secteur financier pouvait tenir compte des enjeux liés au climat dans ses pratiques. Ces travaux ont mené à identifier plusieurs aspects sur lesquels ce secteur devait agir afin d’internaliser les enjeux liés au climat, tel qu’un meilleur accès à l’information pour permettre aux investisseurs de prendre des décisions éclairées et informées afin d’améliorer leur compréhension et analyse des risques et opportunités liés aux changements climatiques. Les conclusions rapportées par le Conseil de stabilité financière ont conduit à la

création d'une initiative nommée la TCFD, en décembre 2015. (Task Force on Climate-related Financial Disclosures [TCFD], 2020b)

En parallèle, les travaux de la TCFD ont été annoncés de manière formelle lors de la Conférence des Parties des Nations unies sur le climat (21 COP), à Paris, lors d'un discours engagé tenu par Mark Carney, président du Conseil de stabilité financière, afin de donner le coup d'envoi vers une mobilisation des acteurs du secteur financier. Il y avait une très grande volonté d'aligner les fondements des travaux de la TCFD avec des objectifs précis tels que de limiter l'élévation de la température à 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, d'opérer un plafonnement mondial des émissions de GES afin d'arriver à une neutralité carbone et d'exiger de la transparence dans l'information en matière de changement climatique. (UNFCCC, s. d.) Le champ d'application de cette décision démontre que la prise en compte de ces enjeux ne concerne plus uniquement les acteurs étatiques, mais les acteurs de tous les secteurs de l'économie (notamment privés), et ce, à l'échelle mondiale. La COP 21 a reçu une attention particulière des plus hautes instances gouvernementales et non gouvernementales, alimentant ainsi un *momentum* sans précédent sur la question des enjeux climatiques.

Puis, en 2017, le rapport final présentant les recommandations officielles de la TCFD a été publié. Ce référentiel, piloté par Michael R. Bloomberg ainsi que Mark Carney, deux financiers de grande renommée, est constitué d'une série de recommandations articulées autour de 4 grandes catégories. Elles ont été développées spécifiquement pour éclairer les décisions des investisseurs en matière de changements climatiques. L'objectif de ce référentiel est d'accroître la prise en compte des risques et opportunités financiers liés au climat et de fournir des recommandations aux entreprises afin de les intégrer au processus de planification stratégique des entreprises. (TCFD, 2017)

Concrètement, le référentiel propose des recommandations portant sur quatre grandes catégories, soit 1) Gouvernance, 2) Stratégie, 3) Gestion des risques, et 4) Mesures et Cibles. Chacune des catégories vise des objectifs distincts et comporte des caractéristiques précises, tel qu'illustré à la figure 4.1 ci-dessous.



**Figure 4.1** Aperçu des quatre catégories des recommandations de la TCFD (tiré de : TCFD.org, 2017)

Le référentiel permet ainsi d'implanter ses recommandations au sein d'une entreprise, et ce, selon une approche transversale et systémique. La TCFD vise une intégration de ses recommandations tant au niveau des activités stratégiques, qu'opérationnelles. La prise en compte des enjeux liés au climat permet d'anticiper les divers risques financiers pouvant affecter la performance opérationnelle et financière de l'entreprise à long terme.

#### **4.1.2 Structure de gouvernance**

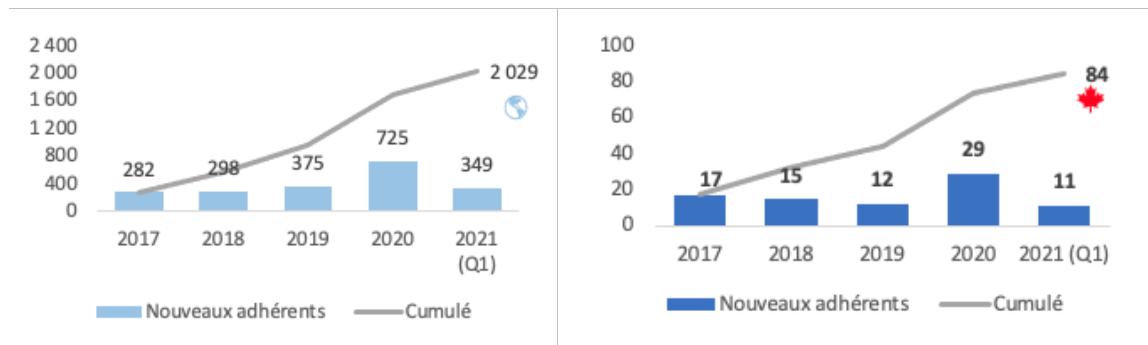
La TCFD est une initiative sans but lucratif qui consiste en un comité d'experts dirigé par Michael R. Bloomberg. Le conseil est composé d'un secrétariat et d'un regroupement de 32 membres de la communauté internationale, soit 17 experts du secteur financier, 7 experts du secteur non financier et 8 autres experts de domaines variés. Ce regroupement diversifié et pluridisciplinaire est sélectionné par le Conseil de stabilité financière. Il est constitué de membres de grande notoriété œuvrant parmi les plus importantes organisations du secteur financier, telles que les grandes banques, les compagnies d'assurances, les gestionnaires d'actifs, les fonds de pension, les firmes de comptables et de consultation et les agences de notation financière. (TCFD, 2020b)

Les recommandations de la TCFD constituent un cadre de référence qui repose sur une pratique de divulgation volontaire. La responsabilité et la légitimité de ce référentiel reposent sur l'autorité du Conseil de stabilité financière. (TCFD, 2017)

### 4.1.3 Adhérents

Les utilisateurs du référentiel (« *TCFD supporters* ») sont des entreprises de toutes les tailles issues des secteurs financier et non financier qui pourraient être exposées à des risques liés aux changements climatiques et qui souhaiteraient en faire la divulgation en appliquant les recommandations. (TCFD, 2020b) Les recommandations s'appliquent également aux investisseurs, qui recourent de plus en plus à ce cadre de référence dans la divulgation de leurs propres risques et opportunités liés aux changements climatiques.

Actuellement, la TCFD rapporte qu'environ 42 % des entreprises qui se conforment à une divulgation appliquant les recommandations sont de grandes entreprises, soit des sociétés cotées à la bourse ayant une capitalisation boursière de plus de 10 milliards USD. Les figures 4.2 ci-dessous illustrent la constante évolution du nombre d'adhérents, depuis sa mise en œuvre en 2017 jusqu'à avril 2021, à l'échelle mondiale, et nationale. (TCFD, 2021)



**Figure 4.2 Évolution du nombre d'adhérents TCFD de 2017 à 2021** (tiré de : TCFD.org, 2021)

Dans son plus récent rapport trimestriel, la TCFD démontre qu'une importante proportion d'émetteurs œuvrant dans l'industrie de l'énergie effectuent une divulgation TCFD, soit 40 % à la fin de l'année 2019. (TCFD, 2020a) Ces émetteurs sont de grands contributeurs aux enjeux climatiques. Ils sont visés par une plus grande surveillance, ce qui peut se traduire par une divulgation plus importante. En d'autres mots, ceci pourrait témoigner, d'une certaine manière, leur volonté de contribuer à la transition énergétique étant nécessaire afin de se conformer aux exigences des recommandations visant une carboneutralité à l'horizon 2050, et de même que, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Comme toutes les autres industries générant d'importantes externalités environnementales négatives, elles doivent nécessairement favoriser l'acceptabilité sociale à leurs égards.



#### 4.1.4 Destinataires

Ce référentiel est destiné aux investisseurs et aux acteurs du secteur financier qui intègrent les questions et préoccupations liées aux changements climatiques dans leur processus d'investissement tels que les fonds de pension, les prêteurs, les assureurs, etc. En effet, comme ces enjeux peuvent affecter la performance financière de l'entreprise à long terme, ils peuvent en retour affecter les rendements des investisseurs, d'où leur intérêt à mieux comprendre la façon dont les risques et opportunités liés aux changements climatiques sont pris en compte au niveau de l'entreprise.

#### 4.2 Recommandations

Le référentiel consiste en une série de 11 recommandations segmentées en quatre catégories. Les recommandations sont formulées de manière à ce que l'entreprise fournisse une réponse détaillée et exhaustive qui s'imbrique à sa divulgation financière dite traditionnelle ou à sa communication stratégique externe. Chacune des recommandations est accompagnée d'un descriptif auquel l'entreprise peut structurer sa divulgation. La figure 4.3 ci-dessous résume l'ensemble des 11 recommandations de la TCFD.

Recommendations and Supporting Recommended Disclosures			
Governance	Strategy	Risk Management	Metrics and Targets
Disclose the organization's governance around climate-related risks and opportunities.	Disclose the actual and potential impacts of climate-related risks and opportunities on the organization's businesses, strategy, and financial planning where such information is material.	Disclose how the organization identifies, assesses, and manages climate-related risks.	Disclose the metrics and targets used to assess and manage relevant climate-related risks and opportunities where such information is material.
Recommended Disclosures	Recommended Disclosures	Recommended Disclosures	Recommended Disclosures
a) Describe the board's oversight of climate-related risks and opportunities.	a) Describe the climate-related risks and opportunities the organization has identified over the short, medium, and long term.	a) Describe the organization's processes for identifying and assessing climate-related risks.	a) Disclose the metrics used by the organization to assess climate-related risks and opportunities in line with its strategy and risk management process.
b) Describe management's role in assessing and managing climate-related risks and opportunities.	b) Describe the impact of climate-related risks and opportunities on the organization's businesses, strategy, and financial planning.	b) Describe the organization's processes for managing climate-related risks.	b) Disclose Scope 1, Scope 2, and, if appropriate, Scope 3 greenhouse gas (GHG) emissions, and the related risks.
	c) Describe the resilience of the organization's strategy, taking into consideration different climate-related scenarios, including a 2°C or lower scenario.	c) Describe how processes for identifying, assessing, and managing climate-related risks are integrated into the organization's overall risk management.	c) Describe the targets used by the organization to manage climate-related risks and opportunities and performance against targets.

Figure 4.3 Aperçu des 11 recommandations de la TCFD (tiré de : TCFD.org, 2017)

Tout comme la GRI et le SASB, ce référentiel s'appuie sur des principes fondamentaux afin d'assurer une divulgation efficace. Afin d'arriver à une divulgation TCFD efficace, celle-ci doit : 1) représenter une information pertinente, 2) être spécifique et complète, 3) être présentée de manière claire, équilibrée et compréhensible, 4) être cohérente au fil du temps, 5) être comparable parmi les entreprises de la même industrie, 6) être fiable, vérifiable et objective, et 7) être publiée à une fréquence régulière et ponctuelle. (TCFD, 2017)

#### **4.2.1 Gouvernance**

La première catégorie présentée par le référentiel porte sur la gouvernance de l'entreprise. La TCFD propose deux recommandations a) et b) qui visent à mieux comprendre les responsabilités des hautes instances décisionnelles (conseil d'administration et comité de direction) dans la prise en compte des enjeux liés au climat. Il est exigé que l'entreprise fournisse des informations qui permettent d'apprécier comment le leadership en place donne le ton au sommet (« *set tone at the top* ») en matière de changements climatiques. Il s'agit d'exposer la compréhension qu'a l'entreprise des changements climatiques, y compris ce que les dirigeants considèrent comme une information pertinente et critique à ces égards. En d'autres mots, l'entreprise doit signifier le niveau de priorité et d'importance qu'elle accorde à ces enjeux et les moyens mis en place pour identifier, analyser, mesurer et gérer les risques et les opportunités liés au climat. (Climate Disclosure Standards Board [CDSB], 2019)

En outre, les membres qui siègent au comité d'administration doivent exercer leur pouvoir et influence afin de veiller à ce que les recommandations soient appliquées à l'ensemble des activités et des processus internes. Les administrateurs ont le rôle de vérifier que la divulgation tient compte efficacement des risques liés au climat ainsi que des autres risques matériels pour l'entreprise.

#### **4.2.2 Stratégie**

La deuxième catégorie présentée par le référentiel porte sur la stratégie de l'entreprise. La TCFD suggère l'intégration de trois recommandations précises a), b), et c) qui, dans l'ensemble, constituent la planification des impacts réels et potentiels découlant des risques et opportunités liés au climat. L'entreprise doit être en mesure d'anticiper l'évolution de son modèle d'affaires ainsi que sa résilience face aux changements climatiques, et ce, au travers de sa stratégie et sa planification financière. (TCFD, 2017) Dans le cadre de cet exercice, les scénarios permettent de

présenter différents états du monde futurs possibles et la façon dont la stratégie de l'entreprise serait adaptée à ces derniers. Ils ne sont pas prédictifs, mais permettent d'apprécier le niveau de préparation (« *preparedness* ») d'une entreprise à des états du monde qui pourraient bouleverser son modèle d'affaires.

En outre, il est important de spécifier que la recommandation a) demande aux entreprises de se questionner sur les risques liés aux changements climatiques sur les différents horizons ; ces risques peuvent émerger sur plusieurs années et même décennies. De ce fait, l'analyse de scénarios climatiques permet de comprendre comment l'entreprise pourrait être affectée. La TCFD entend à ce que l'entreprise élabore une stratégie à court, moyen et long terme, soit entre 2030 et 2050, sans toutefois se limiter à cet horizon temporel uniquement. Cette spécificité permet un appui important à l'atteinte des cibles fixées par l'Accord de Paris. (TCFD, 2017)

#### **4.2.3 Gestion de risques**

La troisième catégorie présentée par le référentiel est la gestion de risques. La TCFD propose trois recommandations a), b) et c) qui s'appuient sur le principe que les changements climatiques représentent des risques systémiques. Ultimement, l'entreprise doit détailler la manière dont elle intègre la gestion de risques dans ses processus internes, et ce, de manière transversale. L'exposition à ces risques s'évalue par la mise sur pied de processus d'identification, d'évaluation et de gestion, notamment la quantification et la modélisation des risques de transition et physiques spécifiques à l'entreprise (se référer à la section 4.3.2 pour aller plus loin).

#### **4.2.4 Mesures et cibles**

La quatrième catégorie présentée par le référentiel porte sur les mesures et cibles. La TCFD propose trois recommandations a), b) et c) qui permettent à l'entreprise de quantifier ces engagements en matière de changements climatiques. Ces recommandations caractérisent les éléments qui sont ou seront mis en place pour assurer une résilience des activités de l'entreprise : l'année de référence par rapport à laquelle les progrès sont mesurés, la détermination de la cible en absolu ou en intensité, la mise sur pied d'un échéancier d'atteinte des objectifs intérimaires et de la cible de réduction des émissions de GES, et l'élaboration d'indicateurs de performance utilisés pour évaluer les progrès par rapport aux objectifs liés à la cible de réduction. (Ecoact, 2020) Il s'agit d'établir l'état des lieux de l'entreprise afin d'élaborer un plan composé de cibles réalistes, mais ambitieuses quant à l'atténuation des émissions des GES générées.

En plus, la portée de cette catégorie comprend également des objectifs visant une gestion efficace de l'énergie et de l'eau. Ces deux aspects doivent être considérés comme étant des enjeux matériels pour l'entreprise avant d'en faire la divulgation.

En bref, l'entreprise doit communiquer les objectifs intérimaires et cibles finales à atteindre, et ce, en prenant soin de bien définir une année de référence.

### **4.3 Méthodologie**

Les recommandations de la TCFD consistent en un engagement volontaire de l'entreprise à élaborer une stratégie portant sur les risques et opportunités auxquels elle est exposée et les intégrer à sa divulgation financière.

Afin d'y arriver, la TCFD suggère à son audience ciblée soit les entreprises et les investisseurs d'acquérir une compréhension sur deux aspects fondamentaux, soit : 1) le concept de matérialité, et 2) l'identification des risques et opportunités.

#### **4.3.1 Matérialité**

Les changements climatiques affectent presque tous les secteurs économiques, et ce, à des niveaux de gravité qui diffèrent selon l'industrie et la situation géographique de l'entreprise. Par conséquent, la TCFD précise que l'entreprise doit intégrer le concept de matérialité et doit, pour toute information préparée, analyser son rapport avantage-coût avant d'en faire sa divulgation. (TCFD, 2017)

La matérialité d'une information est définie par l'identification des enjeux liés au climat et les risques financiers potentiels pouvant affecter la performance de l'entreprise à long terme. Dans son rapport final publié en 2017, la TCFD propose l'interprétation du concept de matérialité comme suit :

*« In determining whether information is material, the Task Force believes organizations should determine materiality for climate-related issues consistent with how they determine the materiality of other information included in their financial filings. In addition, the Task Force cautions organizations against prematurely concluding that climate-related risks and opportunities are not material based on perceptions of the longer-term nature of some climate-related risks. » (TCFD, 2020b)*

Cette définition assure que l'information communiquée est pertinente au regard des exigences de la TCFD. En d'autres mots, la TCFD exige que les réponses fournies aux recommandations soient préparées et priorisées au même titre qu'une information préparée dans le cadre d'une divulgation financière. Il importe de réitérer que l'application du concept de matérialité dans une démarche stratégique en matière de changements climatiques consiste à entrevoir les risques financiers potentiels, et ce, sur différents horizons de temps. Essentiellement, le concept de matérialité est lié à deux des quatre catégories soit, Stratégie et Mesures et cibles. Quant aux catégories portant sur la Gouvernance et la Gestion de risques, les entreprises sont encouragées à fournir une information exhaustive afin de démontrer leur approche en toute transparence.

Or, la TCFD reconnaît que les entreprises se heurtent à trois importants défis lorsque vient l'étape d'appliquer la notion de pertinence à leurs démarches, soit 1) les connaissances limitées des enjeux climatiques au sein de l'entreprise, 2) l'importance accordée à une gestion des risques à court et moyen terme au détriment des risques à long terme, 3) la difficulté à identifier des enjeux climatiques et leurs potentiels risques financiers pour l'entreprise (CDSB, 2018). Ce sont des aspects auxquels la TCFD tente de remédier afin d'accroître l'expertise au sein des entreprises sur la divulgation en matière de changements climatiques, d'ici les prochaines années, en élaborant des documents complémentaires au rapport final.

#### **4.3.2 Identification des risques et opportunités**

La méthodologie de la TCFD suggère l'identification des risques et des opportunités liés au climat. Il est important de définir ces éléments qui varieront d'une entreprise à l'autre en fonction de l'industrie et de la situation géographique. Le tableau 4.1 présente les risques qui se définissent comme suit :

**Tableau 4.1 Les risques liés au climat** (inspiré de : TCFD.org, 2017)

a) Transition	Politique et juridique	Vise à contraindre ou décourager les actions ayant un impact négatif sur l'environnement et contribuant à l'accélération des changements climatiques. Ce sont des mesures imposées par les gouvernements pour atténuer les changements climatiques (lois, réglementations).
	Technologie	Encourage la transformation des modèles traditionnels par les avancements technologiques et les innovations qui seront mis en place par une organisation, entreprise afin d'appuyer leur transition zéro carbone.
	Marché	Représente les modifications de l'offre et de la demande pour certains produits et services.
	Réputation	Correspond aux positionnements et actions que les organisations et entreprises prendront ou ne prendront pas pour agir vis-à-vis la lutte aux changements climatiques.
b) Physique	Aigu (« <i>Acute risk</i> »)	Réfère au niveau de sévérité et de gravité des événements naturels extrêmes tels que les ouragans, les inondations, les tempêtes, etc.
	Chronique (« <i>Chronic risk</i> »)	Réfère aux risques liés à l'évolution du climat (modification des tendances climatiques).

À titre indicatif, les plus récentes analyses dévoilent qu'entre 2017 et 2019, l'intensification des aléas climatiques a engendré des pertes financières s'élevant à 640 milliards de dollars (USD) à l'échelle mondiale. (TCFD, 2020a)

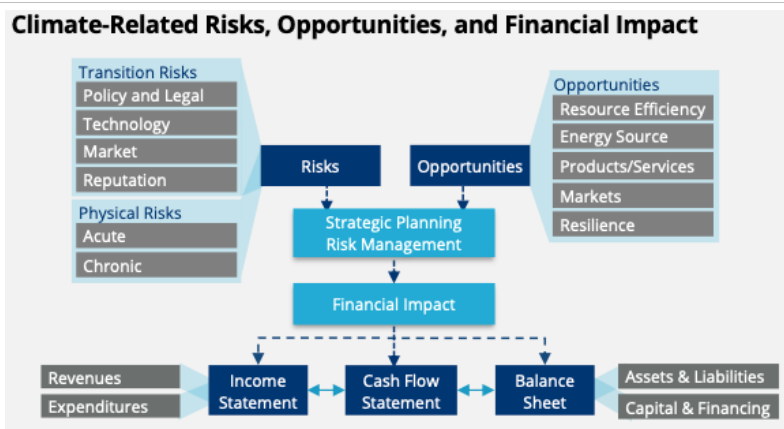
Et, le tableau 4.2 présente les opportunités qui se définissent comme suit :

**Tableau 4.2 Les opportunités liées au climat** (inspiré de : TCFD.org, 2017)

a. Gestion efficace des ressources	Consiste à améliorer l'efficacité des ressources en termes d'énergie, de gestion de l'eau et des déchets, et des types de matériaux préconisés, ce qui contribue à augmenter l'efficience des processus de production et de distribution.
b. Source d'énergie	Consiste à réduire les coûts énergétiques par la réduction de la consommation d'énergie (ex. : mesures d'efficacité énergétique), l'utilisation de sources d'énergie propre et par la capacité à entreposer l'énergie (éolienne, panneaux solaires, etc.) qui permettront d'atteindre les cibles de réduction des émissions de GES.
c. Produits et services	Cible l'innovation par la mise en marché de nouveaux produits et services à faibles émissions de GES ce qui génèrera un avantage concurrentiel.
d. Marchés	Correspond aux nouveaux marchés diversifiés qui contribueront à la transition vers une économie sobre en carbone.
e. Résilience	Consiste à augmenter les possibilités pour les organisations et entreprises à maintenir leurs activités en tenant compte des risques auxquels elles sont exposées.

En d'autres mots, ce sont des changements majeurs à apporter aux processus et activités des entreprises de tous les secteurs de l'économie. Selon la TCFD, les cinq opportunités identifiées permettraient de réaliser des gains financiers significatifs ; les projections estiment des gains financiers de près de 26 trillions à l'échelle mondiale (TCFD, 2020a).

En somme, ces cas de figure témoignent d'une manière considérable que « les changements climatiques ont des impacts significatifs sur tous les secteurs d'activités de l'économie leurs répercussions étant systémiques et donc que toutes les entreprises devraient identifier ces risques et opportunités, et en faire la divulgation » (Conseil patronal de l'environnement du Québec, 2021).



**Figure 4.4 Schéma sur les risques et opportunités liés au climat et leurs impacts financiers** (tiré de : TCFD.org, 2017)

L'illustration 4.4 présentée ci-haut schématise comment les risques et opportunités peuvent affecter la performance financière d'une entreprise au niveau des revenus, des coûts, des actifs, des passifs et de l'allocation de capital. Ceci témoigne de l'importance d'intégrer les enjeux liés au climat à la planification stratégique afin de développer des mécanismes qui parviendront à les mitiger pour éviter de générer des retombées financières négatives.

#### 4.4 Limites

Les recommandations de la TCFD constituent un cadre de référence pour les entreprises et investisseurs. Précisément, un cadre de référence est plus abstrait à implanter puisqu'il s'agit d'une proposition de principes ou dans le cas échéant, de recommandations portant sur les enjeux liés au climat. Les recommandations de la TCFD guident les entreprises dans la manière dont certains enjeux devraient être intégrés à leur planification stratégique et à leur divulgation financière. En d'autres mots, un cadre de référence est développé dans une perspective d'accompagnement sans l'implication d'exigences ou de conformité. Il importe de souligner que la nature du référentiel proposée par la TCFD peut constituer une limite quant à son utilisation efficace, appropriée et rigoureuse auprès de ses destinataires. Ultimement, le niveau de comparaison des informations divulguées est donc très limité.



## **5. ANALYSE COMPARATIVE DES DÉMARCHES PROPOSÉES**

Ce cinquième chapitre présente une analyse comparative qui synthétise l'ensemble des informations abordées précédemment. Présentée sous forme de tableau, cette analyse permet de comparer les éléments constitutifs des normes de la GRI, des normes du SASB et des recommandations de la TCFD afin de permettre aux entreprises d'obtenir l'information essentielle lors de leur implantation et mise en œuvre. La méthodologie unique et simplifiée de cette analyse est présentée à la section 5.1, puis le tableau de l'analyse comparative est exposé à la section 5.2.

### **5.1 Méthodologie de l'analyse**

Afin de présenter un tableau comparable des trois référentiels présentés dans le cadre de cet essai, une méthodologie a été développée. Cette dernière repose sur deux aspects, soit 1) l'identification de zones de convergence entre les éléments constitutifs des trois référentiels et, 2) la mise en exergue des principales différences dans l'application des concepts (ex. concept de matérialité).

En outre, il importe de préciser que la méthode d'analyse n'évalue pas et ne classe pas les référentiels selon une échelle d'appréciation. Elle permet plutôt de relever les informations demandées par chacun des référentiels en fonction des deux aspects ciblés, en plus de relever des observations s'y rattachant.

#### **5.1.1 Structure du tableau et aspects ciblés**

D'abord, la structure du tableau a été réfléchi afin de permettre une comparaison qualitative des informations abordées par les trois référentiels. Dans un souci d'assurer une cohérence et de faciliter la compréhension des entreprises non initiées, le tableau propose une structure similaire aux chapitres précédents de sorte à être organisé en trois grandes sections : 1) les informations générales, 2) la méthodologie, et 3) les limites. Les informations ont été sélectionnées et représentées visuellement afin de dresser un portrait transversal et comparatif des trois référentiels. Les informations rapportées sont essentielles à une compréhension et une vision claire des exigences de base pour l'implantation et la mise en œuvre des référentiels au sein d'une entreprise.

Le premier aspect ciblé consiste à exposer de manière simplifiée les zones de convergence entre les éléments constitutifs des référentiels étudiés. Les informations sont identifiées selon une

logique simple et précise comportant une règle, soit l'identification de similarités entre au moins deux des trois référentiels.

Le deuxième aspect ciblé permet d'alimenter des observations à l'égard des concepts appliqués à chacun des référentiels. Les observations permettent de comparer les méthodes d'application des concepts afin de mettre en lumière les avantages et inconvénients, ce qui mènera à identifier les meilleures pratiques, présentées à la dernière section de cet essai.

La légende présente le code de couleur établi afin de repérer dans le tableau les aspects ciblés par l'analyse comparative, tel que détaillé au tableau 5.1 ci-dessous.

**Tableau 5.1 Légende du tableau de l'analyse comparative**

Aspect ciblé	Description	Repérage
Zone de convergence	Similarité existante identifiée entre au moins deux des trois référentiels	
Observation	Différence existante dans l'application d'un concept	

5.2 Tableau comparatif sur les trois référentiels de développement durable

Ce tableau synthétique a pour utilité de présenter toutes les caractéristiques nécessaires à l’implantation et la mise en œuvre des référentiels (se référer à la sous-section 5.1.1 pour y comprendre la méthode d’analyse utilisée et la légende l’appuyant).

Tableau 5.2 Tableau comparatif des trois référentiels de développement durable

	GRI	SASB	TCFD
INFORMATIONS GÉNÉRALES			
Type de référentiel	Norme	Norme	Cadre de référence
Sujet principal	Développement durable	Développement durable	Changement climatique
Utilisation	Internationale	Internationale	Internationale
Création	1997 — États-Unis	2011 — États-Unis	2017 — États-Unis
Fondateurs	Programme de développement durable des Nations Unies et la <i>Coalition for Environmentally Responsible Economies</i>	Jean Rogers	Michael R. Bloomberg et Mark Carney
Mission	Assurer une plus grande transparence et imputabilité des entreprises en matière de développement durable et fournir des normes de divulgation portant sur les impacts économiques, environnementaux et sociaux	Encadrer les entreprises dans leur communication financière externe en identifiant et divulguant l’information portant sur les enjeux environnementaux et sociaux pertinents	Accroître la prise en compte des enjeux liés au climat et de fournir des recommandations aux entreprises afin qu’ils soient intégrés à leur processus de planification stratégique à long terme
Adhérents (cumulé depuis la création du référentiel) <sup>2</sup>	Plus de 15 000 entreprises 271 entreprises canadiennes	Plus de 762 entreprises 93 entreprises canadiennes	Plus de 2 029 entreprises 84 entreprises canadiennes
Destinataires ciblés	Parties prenantes	Investisseurs	Investisseurs

<sup>2</sup> Se référer aux sous-sections À propos des chapitres portant sur les référentiels pour plus de détails.

	GRI		SASB	TCFD
Certification professionnelle	Oui <i>The GRI Professionnal Certification Program</i>		Oui <i>FSA credentials</i>	Non
Itérations	G1, G2, G3, G4 et Standards 2016		Exercice d’amélioration continue du <i>Standards Advisory Group</i>	-
MÉTHODOLOGIE				
Portée	Trajectoire passée (« <i>Backward-looking</i> »)		Trajectoire passée (« <i>Backward-looking</i> »)	Trajectoire future (« <i>Foward-looking</i> »)
Champ d’application	Non spécifique à une industrie (« <i>Industry-agnostic</i> »)		Spécifique à une industrie (« <i>Industry-specific</i> »)	Spécifique à une industrie (« <i>Industry-specific</i> »)
Structure du référentiel	- Universelle		- Leadership et Gouvernance	- Gouvernance
	- Économique		- Modèle d’affaires et Innovation	- Stratégie
	- Environnement		- Environnement	- Gestion des risques
	- Social		- Capital social	- Mesures et cibles
			- Capital humain	
Principes	Principes de contenu :	Principes de qualité :	Principes :	Principes (l’information doit) :
	1. Matérialité (Pertinence)		1. Pertinent	1. Représenter une information pertinente
	2. Contexte de développement durable	1. Exactitude	2. Complet	2. Être spécifique et complète
	3. Exhaustivité	2. Clarté 3. Équilibre	3. Adéquat	3. Être présentée de manière claire, équilibrée et compréhensible
	4. Prise en compte des parties prenantes	4. Comparabilité	4. Comparable	4. Être comparable (selon industrie et classe d’actif)

	GRI		SASB	TCFD
		5. Fiabilité	5. Vérifiable	5. Être fiable, vérifiable et objective
		6. Respect des délais	6. Utile	6. Être publiée à une fréquence régulière et ponctuelle
			7. Rentable	7. Être cohérente au fil du temps
			8. Efficace	
Outils nécessaires à l’implantation et la mise en œuvre du référentiel	<ul style="list-style-type: none"><li>- Guide GSSB des normes universelles (GRI 100), économiques (GRI 200), environnementales (GRI 300) et sociales (GRI 400)</li><li>- Matrice de pertinence GSSB ou personnalisée</li></ul>		<ul style="list-style-type: none"><li>- Classification SICS</li><li>- Carte des enjeux et sujets de <i>reporting</i> pertinents (« <i>Materiality Map</i> »)</li><li>- Guide SASB par sous-industries</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport des recommandations finales</li><li>- Autres publications :<ul style="list-style-type: none"><li>1) Guide d’implantation des recommandations et Annexes portant sur les spécificités des secteurs financier et non financier</li><li>2) Guide sur l’analyse des scénarios pour les entreprises œuvrant dans le secteur non financier</li><li>3) Guide sur l’intégration de la gestion de risque</li></ul></li></ul>
Possibilités de divulgation de l’information en matière de développement durable <sup>3</sup> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Avantage(s)</li><li>● Inconvénient(s)</li></ul>	Le rapport intégré <ul style="list-style-type: none"><li>○ Permet de relier l’information financière à l’information en matière de développement durable dans un même document</li><li>● Requiert plus de temps et d’efforts dans la préparation d’un tel rapport afin d’assurer une intégration complète de tous les éléments</li></ul>			
	Le rapport de développement durable <ul style="list-style-type: none"><li>○ Centralise toutes les informations en matière de développement durable dans un même rapport</li><li>● Peut s’éloigner et même être déconnecté de toutes les informations de nature financière ou stratégique, et de leur implication dans la performance financière de l’entreprise</li></ul>			
	Le rapport standalone (aligné à un référentiel particulier)			
	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Permet de faciliter la divulgation des informations demandées par un référentiel dans un endroit précis et dédié comme des grilles ou index sous forme de tableau, des présentations préparées pour les investisseurs, des rapports financiers trimestriels, le prospectus, etc.</li><li>● Peut manquer de contexte organisationnel (ex. vision, mission, valeurs de l’entreprise à l’égard du développement durable)</li></ul>			

<sup>3</sup> Les possibilités de divulgation de l'information en matière de développement durable n'ont pas été abordées aux chapitres 2,3 et 4, étant donné qu'elles sont applicables à l'ensemble des trois référentiels.

	Les plateformes Web personnalisées et interactives (ex. : Metrio, Novisto) <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Facilite l'accès à l'information en temps réel et assure une meilleure compréhension et visibilité de la performance de l'entreprise et de son évolution</li> <li>○ Permet une communication transparente et engageante</li> <li>• Nécessite un apport financier important</li> <li>• Impossibilité de retracer les données et informations présentées, en raison de sa fonctionnalité dynamique (ex. une donnée peut être effacée et/ou modifiée sans laisser de trace)</li> </ul>		
<b>Concept de matérialité</b>	Les enjeux étant les plus importants et prioritaires pour l'ensemble des parties prenantes (internes et externes) sont pertinents	Les enjeux environnementaux et sociaux qui impacteront la performance financière à long terme d'une entreprise, et ce, selon son industrie spécifique	Les enjeux liés au climat pouvant affecter la performance de l'entreprise à long terme
<b>Niveau de comparabilité</b> (% d'indicateurs mesurables) <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faible : moins de 25 %</li> <li>▪ Moyen : entre 25-50 %</li> <li>▪ Élevé : plus de 50 %</li> </ul>	Moyen  Environ <b>30 % des éléments d'information de nature quantitative</b>	Élevé  <b>74 % d'indicateurs de performance comptables de nature quantitative</b>	Faible  Environ <b>25 % d'indicateurs de nature quantitative</b>
<b>Niveau d'assurance</b>	Inégale  Exercice volontaire et aucune obligation de mener une mission d'assurance limitée ou intégrale		
<b>Spécificités de conformité</b>	Option de conformité Essentielle  Option de conformité Étendue	Conformité des sujets de <i>reporting</i> pertinents selon l'industrie et sous-industrie à laquelle appartient l'entreprise qui divulgue	Conformité des risques et opportunités liés au climat selon l'industrie à laquelle appartient l'entreprise qui divulgue
<b>Spécificités techniques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener un exercice de consultation auprès des groupes de parties prenantes identifiés</li> <li>- Compléter une matrice de pertinence</li> <li>- Notifier la GRI de l'utilisation des normes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier l'industrie ou les industries SICS</li> <li>- Consulter la carte des enjeux et sujets de <i>reporting</i> pertinents (« <i>Materiality Map</i> »)</li> <li>- Divulguer les indicateurs de performance comptable pertinents proposés dans le Guide de l'industrie et sous-industrie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les risques et opportunités liés au climat selon l'industrie</li> <li>- Divulguer les émissions de GES, Scope 1,2 et 3 selon la méthodologie reconnue (« <i>GHG Protocol Methodology</i> »)</li> </ul>

LIMITES			
Limites générales	a. Manque d'exigences législatives et réglementaires à l'égard de la divulgation en matière de développement durable dans le contexte canadien <sup>4</sup>		
	b. Manque de participation des petites et moyennes entreprises et entreprises privées reflétant l'angle de mort des référentiels de divulgation <sup>5</sup>		
Limites spécifiques	- Réponses fournies de nature qualitative peuvent s'éloigner du sujet et des exigences des éléments d'information	- Normes qui portent uniquement sur les aspects environnementaux et sociaux, non sur les aspects liés à la gouvernance	- Structure abstraite d'un cadre de référence, ce qui est plus complexe à implanter puisqu'il s'agit d'une proposition de principes ou dans le cas échéant, des recommandations portant sur les enjeux liés au climat
	- Normes qui ne comportent pas de mesures préétablies et n'exigent pas des entreprises qu'elles adoptent des cibles	- Approche des investisseurs demeure subjective lorsque vient à déterminer et interpréter la réelle signification des enjeux pertinents (matériels)	

<sup>4</sup> Le manque d'exigences législatif est le facteur principal qui justifie un faible taux de participation des entreprises en ce qui a trait à la divulgation en matière de développement durable.

<sup>5</sup> Les entreprises publiques divulguent davantage leur performance en matière de développement durable afin de répondre à la demande des investisseurs et de leurs parties prenantes.

### 5.3 Observations

Cette sous-section détaille quatre observations mises en exergue dans le tableau de l'analyse comparative. Elles permettent de bien comprendre les différences importantes existantes entre les trois référentiels en ce qui a trait à la portée des informations divulguées, au concept de matérialité, au niveau de comparabilité et d'assurance. Chacune des observations vient renforcer l'argumentaire énoncé dans le dernier chapitre : Considérations pour les entreprises.

#### 5.3.1 Portée des informations divulguées : manque de visibilité sur la trajectoire future des entreprises

La première observation relevée porte sur la méthodologie des référentiels. Le tableau comparatif expose que la portée des informations divulguées peut cibler une trajectoire passée (« *backward-looking* ») ou une trajectoire future (« *forward-looking* »). La GRI et le SASB partagent cette similarité, soit mettre l'accent sur la divulgation d'informations passées. Cette portée a l'avantage d'assurer la divulgation d'une information officielle, précise et figée dans le temps permettant ainsi d'observer des tendances positives ou négatives au fil des années. Ceci peut assurer une cohérence et une transparence dans l'analyse des résultats. Cependant, les informations demandées par ces deux référentiels portent peu ou pas sur la vision stratégique et les orientations futures des entreprises. Les données ne permettent ainsi aux investisseurs que d'obtenir un portrait éclairé de la performance passée en matière de développement durable.

Quant aux recommandations de la TCFD, elles s'alignent à cette exigence grandissante des investisseurs. D'abord, la catégorie Stratégie précise qu'une entreprise doit planifier des orientations en matière de climat à court, moyen et long terme, soit entre 2030 et 2050, sans toutefois se limiter à cet horizon temporel uniquement. (Eccles et Krzus, 2019) En plus, la catégorie Mesures et cibles permet de fixer et divulguer des cibles de réduction de GES sur une échelle de temps adaptée à l'entreprise. Ceci est notamment articulé de manière explicite dans l'énoncé de mission du référentiel. (TCFD, 2017)

Les référentiels comme la GRI et le SASB peuvent être utiles aux entreprises, en indiquant les zones de vulnérabilité passées à l'égard de certains enjeux. Les entreprises qui dévoilent une sous-performance à un indicateur peuvent ainsi anticiper les risques futurs auxquels l'entreprise pourrait possiblement être exposée. (Parham, 2019) Il s'agit d'un intrant pouvant être utilisé dans l'élaboration d'une stratégie à court, moyen et long terme. Néanmoins, les entreprises doivent



davantage analyser les tendances futures qui ne sont pas corrélées à leurs tendances historiques. Il importe que les entreprises se concentrent sur les tendances dites prospectives, et pas seulement sur les données rétrospectives (PricewaterhouseCoopers [Pwc], 2016).

### **5.3.2 Concept de matérialité : application alignée au destinataire du référentiel**

La deuxième observation porte sur le concept de matérialité. Le tableau comparatif dévoile que le concept de matérialité est appliqué de manière distincte par la GRI, le SASB et la TCFD. Comme mentionné précédemment, chaque référentiel détient sa propre définition qui lui permet de déterminer comment une information ou un enjeu est important et pertinent pour l'entreprise, et ce, sur la base que son omission ou sa divulgation inexacte influencera les décisions qui en découleront. Ultimement, c'est l'entreprise qui décide des informations qui seront communiquées. (Eccles, 2020b) Ceci est un facteur important qui explique les nuances observables entre les indicateurs choisis par les entreprises appartenant à une même industrie.

D'abord, une entreprise qui divulgue sa performance de développement durable suivant les normes de la GRI identifie son information pertinente selon une perspective « *industry-agnostic* ». C'est par un exercice de consultation auprès des parties prenantes gravitant autour de l'entreprise que les enjeux sont identifiés et peuvent être ainsi analysés par des experts à l'aide d'une matrice de pertinence (se référer à la sous-section 2.3.3).

Pour une divulgation suivant les normes du SASB, l'entreprise identifie son information selon une perspective « *industry-specific* ». Il importe de considérer les enjeux environnementaux et sociaux qui peuvent affecter la performance financière de l'entreprise à long terme. C'est par l'identification de l'industrie selon la classification SIC du SASB que l'entreprise peut encadrer sa divulgation et anticiper les risques auxquels elle sera exposée (se référer à la sous-section 3.3.1).

Il en va de même pour la divulgation d'une planification stratégique d'une entreprise suivant les recommandations de la TCFD, celle-ci étant orientée selon une perspective « *industry-specific* ». Ce référentiel considère tant les risques que les opportunités liés au climat qui peuvent se manifester sur une échelle temporelle variable et pouvant engendrer des impacts financiers importants (se référer à la sous-section 4.3.1).

Cependant, ces méthodes d'application ont une finalité unidirectionnelle. Elles sont définies et appliquées afin d'appuyer la mission spécifique de chacun des trois référentiels et d'aligner la

divulgarion à leur destinataire ciblé : l'ensemble des parties prenantes pour la GRI et les investisseurs pour le SASB et la TCFD.

### 5.3.3 Niveau de comparabilité : proportion inégale d'indicateurs de nature quantitative

La troisième observation porte sur le niveau de comparabilité des informations divulguées. Cette observation regroupe les caractéristiques présentées dans le tableau, soit 1) le champ d'application, et 2) le niveau de comparabilité. Le tableau comparatif propose une échelle de notation à trois échelons, de faible à élevé, afin d'évaluer la proportion d'indicateurs<sup>6</sup> de nature quantitative (« *metrics* ») permettant de fournir une information comparable. Cette appréciation du niveau de comparabilité se base sur la prémisse qu'une information est plus facilement comparable lorsqu'elle est mesurable, soit une information quantifiable. Le tableau 6.1 présente l'échelle de notation du niveau de comparabilité.

**Tableau 5.3 Échelle de notation du niveau de comparabilité**

Échelons de notation	Signification
Élevé	Plus de 50 % des indicateurs sont de nature quantitative
Moyen	Entre 25 % à 50 % des indicateurs sont de nature quantitative
Faible	Moins de 25 % des indicateurs sont de nature quantitative

Selon l'évaluation du niveau de comparabilité présenté dans le tableau comparatif 5.2, chacun des trois référentiels détient une proportion qui diffère, ce qui s'explique par une composition inégale d'indicateurs quantifiables. Les normes de la GRI fournissent des lignes directrices rigoureuses de nature qualitative en majorité. La GRI est un référentiel non spécifique à une industrie et dévoile une proportion de moins de 50 % d'éléments d'information de nature quantitative. Toutefois, ceux-ci ne sont pas balisés. La GRI demande à ce que les informations divulguées soient appuyées par la méthodologie de calculs utilisée par l'entreprise. Ce qui, tout de même, laisse place à une certaine subjectivité. Le référentiel se situe ainsi à un niveau de comparabilité moyen sur l'échelle de notation.

---

<sup>6</sup> Le terme indicateur est employé de manière universelle pour les trois référentiels. Ceci regroupe le terme propre à la GRI : élément d'information, au SASB : indicateur de performance comptable, et à la TCFD : réponse (« *disclosure* ») à fournir aux recommandations.

En outre, il est intéressant de souligner qu'un des principes de qualité de la GRI porte sur la comparabilité. Pour la GRI, l'interprétation de ce principe vise plutôt une cohérence des informations divulguées par l'entreprise au fil des années. Selon la définition de la GRI présentée au tableau 2.3, les informations figurant dans le rapport peuvent être comparées aux performances antérieures et à une année de référence appropriée et préétablie par l'entreprise. Cette définition valide ainsi qu'un référentiel étant non spécifique à une industrie ne permet pas la divulgation d'une information fondamentalement alignée aux entreprises de sa même industrie, mais plutôt à sa propre performance.

Les normes du SASB, étant des normes spécifiques à une industrie, sont constituées uniquement d'indicateurs de performance comptables balisés dont près de 75 % sont de nature quantitative. (CFA Montréal, 2020). Contrairement à la GRI, le principe de comparabilité est intégré à la méthodologie de manière transversale ; les indicateurs de performance comptables permettent d'identifier les entreprises d'une même industrie et d'analyser leur performance selon un sujet de *reporting* leur étant spécifique et pertinent. Le référentiel se situe ainsi à un niveau de comparabilité élevé sur l'échelle de notation.

Les recommandations de la TCFD, étant un cadre de référence spécifique à une industrie, sont constituées de lignes directrices permettant la divulgation d'une information qualitative en majorité. Parmi les quatre catégories, la TCFD exige la divulgation d'une information quantifiable à l'égard de deux des trois recommandations de la catégorie Mesures et cibles, soit les indicateurs de performance liés aux changements climatiques et les émissions des GES de la Portée 1, 2 et 3 de l'entreprise. Dans le cadre de l'inventaire de GES, la TCFD ne fournit toutefois pas de méthodologies de calculs balisées pour accompagner les entreprises des secteurs financier et non financier, mais les encourage à s'aligner au protocole reconnu *GHG Protocol methodology*. (TCFD, 2017) Ceci permet d'assurer une base comparative entre les entreprises d'une même industrie. La TCFD dévoile une proportion de moins de 25 % des 11 recommandations permettant la divulgation d'une information comparable, soit quantifiable, ce qui laisse place à beaucoup de subjectivité. Le référentiel se situe donc à un niveau de comparabilité faible sur l'échelle de notation.

Il est toutefois possible de retrouver dans les guides adaptés aux industries certains indicateurs accompagnés d'une méthodologie de calculs balisée par la TCFD, sans toutefois être obligatoire comme l'inventaire des GES.

Il est possible de constater que ce sont les indicateurs de nature quantitative qui contribuent à mesurer la réelle performance en matière de développement durable des entreprises et de répondre aux besoins en information du marché, principalement à ceux des investisseurs.

#### **5.3.4 Niveau d'assurance : exercice volontaire peu encadré**

La quatrième observation porte sur le niveau d'assurance, soit la fiabilité des informations divulguées. Il s'agit d'un aspect fondamental afin d'assurer que les entreprises fournissent une information de qualité, fiable. Un processus de vérification, soit une mission d'assurance qu'elle soit menée de manière limitée (pour une partie des informations divulguées) ou intégrale (pour l'ensemble des informations divulguées), permet de renforcer la confiance des utilisateurs et des destinataires ciblés envers les informations et données rapportées.

Essentiellement, les divulgations en matière de développement durable demeurent encore aujourd'hui un exercice volontaire qui prend place dans un marché autoréglementé puisqu'il est peu encadré par les instances législatives et autorités réglementaires (ce qui devrait être amené à changer au cours des prochains mois et années). Les entreprises qui souhaitent faire la divulgation de leur performance suivant les exigences de la GRI, du SASB et de la TCFD ne sont pas dans l'obligation de mener une mission d'assurance par une firme de vérification indépendante et externe à l'égard des informations et données divulguées. Il s'agit seulement d'une minorité d'entreprises qui ont recours à une tierce partie. (P. Pucker, 2021)

À titre indicatif, en 2019, c'est 29 % des entreprises publiques du S&P 500 qui ont mené une mission d'assurance limitée ou intégrale de leur information en matière de développement durable, et ce, par une firme de vérification externe (American Institute of Certified Public Accountants, 2021). Ce cas de figure est en constante évolution et permettrait, entre autres, de déconstruire certains préjugés à l'égard des rapports de développement durable auxquels l'on reproche souvent un manque de transparence par la présentation d'informations parfois incomplètes, ambiguës ou difficilement vérifiables (Cirano, 2020).

## **6. CONSIDÉRATIONS POUR LES ENTREPRISES**

Ce dernier chapitre présente trois considérations importantes découlant des observations identifiées à la sous-section précédente. Ces considérations s'adressent aux entreprises qui souhaitent adhérer à l'un ou plusieurs de ces référentiels. Lors de l'implantation d'un référentiel, il importe que les entreprises comprennent l'importance d'intégrer à leur stratégie organisationnelle leur démarche de développement durable. Ce n'est qu'en liant stratégie et développement durable qu'elles pourront progresser, répondre adéquatement aux besoins et attentes grandissantes de leurs parties prenantes et faire preuve de résilience sur les horizons moyen et long terme.

### **6.1 Démontrer une vision stratégique future claire**

Une divulgation efficace en matière de développement durable doit tendre vers une approche de complémentarité à l'égard des informations ayant une trajectoire passée et future. Les informations doivent être justes, équilibrées, compréhensibles, concises et surtout exposer les orientations futures vis-à-vis les enjeux les plus prioritaires et pertinents pour l'entreprise à long terme, soit un horizon allant au-delà de 5 à 7 ans.

Les investisseurs prônent l'accès à une information qui porte davantage sur la vision stratégique de l'entreprise, les engagements et les objectifs et cibles. Ces éléments viennent supporter le niveau de préparation (« *preparedness* ») des entreprises face aux enjeux futurs auxquels elles seront confrontées : minimiser les impacts négatifs environnementaux et sociaux, et mitiger les risques pouvant se manifester à long terme. (CPA Canada, 2019) Les entreprises doivent ainsi définir leurs actions futures dans un plan stratégique adapté à leur industrie. Autrement, les investisseurs « ignorent si la direction et le conseil d'administration ont jugé qu'elles n'étaient pas significatives ou s'ils ont décidé d'en faire abstraction » (CPA Canada, 2019).

Afin d'arriver à mettre en pratique cette approche, l'entreprise doit tenir compte de huit principes pour démontrer davantage de visibilité sur sa trajectoire future en matière de développement durable, comme démontré au tableau 6.2 ci-dessous.

**Tableau 6.1 Principes pour une divulgation « *forward-looking* »** (traduction libre de : Pwc, 2016)

1. Explorer les marchés	2. Planifier sa vision stratégique	3. Maintenir le modèle d'affaires dynamique	4. Développer des ressources et des relations
5. Identifier les indicateurs de performance pertinents	6. Expliquer les risques et opportunités futurs	7. Avoir une perspective financière claire	8. Être cohérent

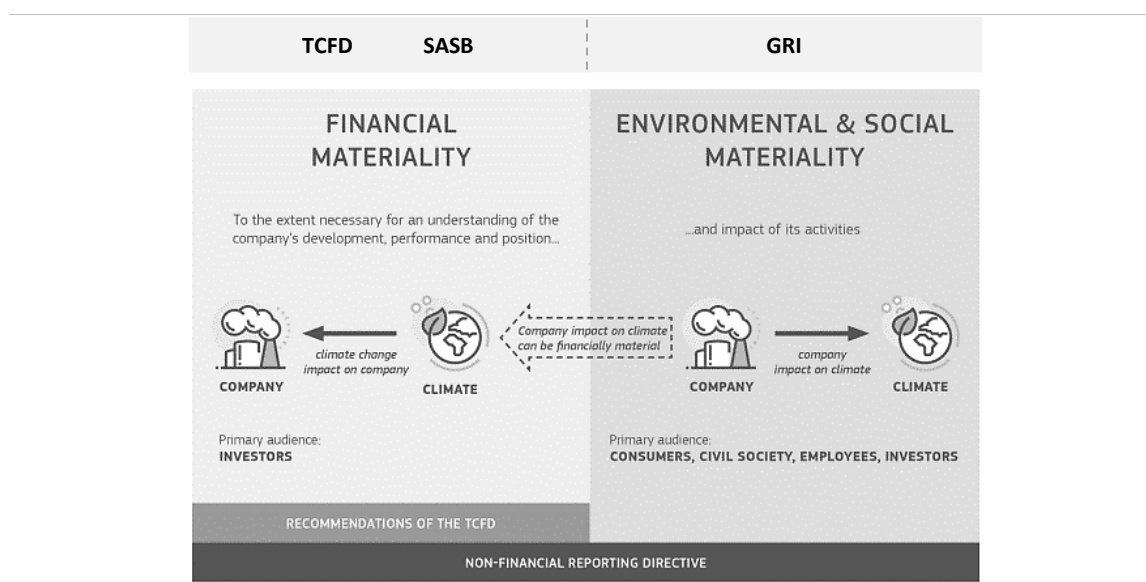
En bref, les référentiels notables et reconnus à l'international comme la GRI et le SASB offrent un cadre normalisé efficace permettant aux entreprises de s'autoévaluer par rapport aux performances antérieures. Cependant, cet exercice d'évaluation de la performance de développement durable n'assure pas une progression. (P. Pucker, 2021) Cela repose sur la volonté des dirigeants à identifier des indicateurs de performance pertinents qui permettront de progresser à court, moyen et long terme tel que le propose le cinquième principe énoncé au tableau ci-haut. Il est essentiel que la vision « *forward-looking* » de l'entreprise soit intégrée à cette démarche. Les huit principes énoncés doivent sans condition être soutenus par les plus hautes instances de l'entreprise, soit le conseil d'administration et le comité de direction.

## **6.2 Intégrer la notion de matérialité dynamique**

Dans le cadre d'une démarche de divulgation en matière de développement durable, une entreprise doit être en mesure de s'adapter facilement aux enjeux liés au développement durable et au climat, dans un contexte où leur compréhension et interaction sont parfois méconnues et où les besoins des marchés sont en constante évolution. Le concept de matérialité ne peut informer une entreprise ou une partie prenante selon une perspective binaire, soit une information pertinente ou non pertinente, et de manière fixe dans le temps.

Récemment, une nouvelle définition du concept de matérialité est prônée. Il s'agit d'une convergence entre la matérialité financière et la matérialité des aspects environnementaux et sociaux.

La littérature<sup>7</sup> attribue cette convergence comme étant un seuil de matérialité double (« *double materiality* »). (Commission européenne, 2021) Elle tient compte de l'impact de l'environnement d'une entreprise sur la pérennité de ses activités et, au sens inverse, l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement. Autrement dit, les informations et enjeux considérés comme étant pertinents d'un point de vue environnemental, social, ou de gouvernance peuvent générer avec le temps des conséquences financières pour l'entreprise. (Calace, 2020) La figure 6.1 ci-dessous illustre cette matérialité double.



**Figure 6.1 Concept de matérialité double** (tiré de : Commission européenne, 2019)

En outre, l'aspect de continuité a été abordé dans l'une des plus récentes itérations des travaux du *World Economic Forum* (WEF) en collaboration avec Deloitte, qui dénote que le concept de matérialité consiste en un continuum, soit des définitions qui se succèdent de façon continue. (WEF et Deloitte, 2020) Ce continuum dévoile que la finalité de ce concept est dynamique. Cette interprétation est fondée sur la considération qu'une information ou un enjeu qui peut paraître non pertinent (« *immaterial* ») aujourd'hui peut s'avérer être rapidement un enjeu critique, prioritaire et pertinent demain. (Calace, 2020) Il est facile de reconnaître la véracité de cette

<sup>7</sup> Littérature fait référence aux travaux publiés en juillet 2020 par les experts en vue de la révision de la directive Déclaration de Performance Extra-Financière (« *Non-Financial Reporting Directive, Directive 2014/95/EU* ») visant l'encadrement des pratiques de divulgation en matière de développement durable par une législation pour les sociétés publiques de l'Union européenne. Les instances concernées ont réfléchi à une nouvelle notion de matérialité, et ont introduit pour la première fois la notion de la matérialité double.

interprétation dans le contexte de la COVID-19 et de la crise liée à la discrimination raciale. Ces enjeux touchent des thématiques comme la santé publique ainsi que la diversité et inclusion qui n'étaient pas considérées comme prioritaires hier, qui toutefois, sont devenues rapidement des enjeux pertinents et importants pour assurer la pérennité des activités des entreprises. Par conséquent, ce qui est démontré par la définition de la matérialité double et la matérialité dynamique est sa caractéristique multidimensionnelle. (Guillot et Hales, 2021)

L'objectif de cette approche de matérialité dynamique consiste à démontrer comment les enjeux liés au développement durable et au climat sont étroitement liés à la pérennité du modèle d'affaires d'une entreprise. Il est important de souligner que ces enjeux peuvent être tantôt intangibles, donc qui n'auront pas d'impact mesurable en termes financiers, tantôt tangibles, donc qui contribueront à créer ou éroder de la valeur pour l'entreprise. Cela dit, la variable de temps est importante. Cette variable peut s'avérer difficile à prédire dans le contexte actuel où les secteurs financier et non financier opèrent des changements continuels et que leur exposition aux changements climatiques est inégale. (WEF et Deloitte, 2020) En bref, les entreprises ont tout à gagner d'intégrer une approche de matérialité dynamique dans leur stratégie puisqu'elle assure que les enjeux critiques sont identifiés et transcendent dans les décisions des parties prenantes au fil du temps.

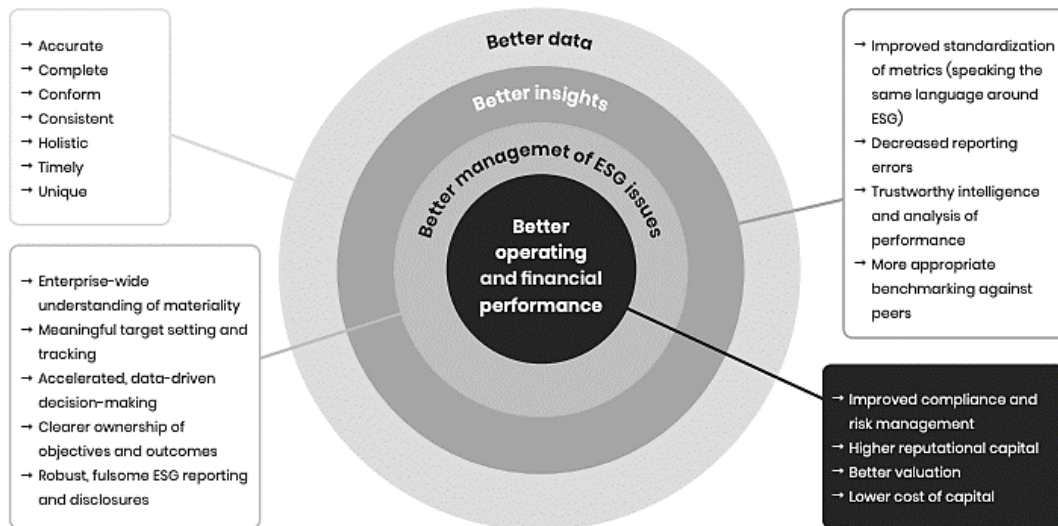
### **6.3 Miser davantage sur la qualité des informations en matière de développement durable**

Afin d'anticiper les besoins évolutifs du marché et les enjeux ESG pouvant émerger, il importe pour les entreprises de s'outiller et d'avoir recours à des données actuelles, cohérentes, crédibles et de qualité. Le critère de qualité doit être davantage mis de l'avant puisqu'il exige qu'une information doive non seulement être liée aux principes de comparabilité et fiabilité, mais à une multitude de principes tels que l'exactitude, la cohérence, la conformité, l'unicité et la ponctualité. (Novisto, 2021)

Pour arriver à générer et divulguer une information de qualité, les entreprises doivent nécessairement avoir une volonté de mettre en place une gouvernance appropriée. De cette manière, l'entreprise formalise et priorise des pratiques telles que l'élaboration de politiques et directives, et l'implantation de systèmes et plateformes qui veilleront à ce qu'une gestion efficace des informations en matière de développement durable soit implantée. La figure 6.4 ci-dessous



illustre les bénéfices pouvant émerger d'une gouvernance orientée sur le critère de qualité. (Novisto, 2021)



**Figure 6.2 Bénéfices d'une gouvernance orientée sur le critère de qualité** (tiré de : novisto.com, 2021)

La figure illustre l'effet multiplicateur et positif que peut générer une gouvernance orientée sur le critère de qualité se déclinant par : 1) de meilleures informations et données qui répondent à l'ensemble des principes de qualité 2) une meilleure intégration qui permet d'améliorer le niveau de comparabilité, 3) une meilleure gestion des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance qui a pour effet d'enrichir la compréhension des fondamentaux d'une entreprise et de prendre des décisions éclairées et, 4) une meilleure performance opérationnelle et financière qui permet une capacité à générer de la valeur à long terme. (Novisto, 2021)

En bref, une grande variété de stratégies, de pratiques et de leviers d'influence peut émaner d'une gouvernance veillant à la divulgation d'information et données de qualité. Il importe que les hautes instances décisionnelles d'une entreprise détiennent un niveau de confiance élevé envers leurs propres informations et données en matière de développement durable. Les effets d'une gouvernance rigoureuse et engagée assurent un ton au sommet (« *tone from the top* »). Par conséquent, cette ambition cascade facilement au sein de l'organisation jusqu'aux processus opérationnels pouvant assurer que les intrants de qualité soient préconisés, ce qui engendrera systématiquement des extrants de qualité (« *quality in, quality out* »). (Novisto, 2021)

## CONCLUSION

Les entreprises sont de plus en plus confrontées à de nouvelles pressions émanant du marché, en plus d'enjeux environnementaux et sociaux dont les impacts se matérialisent au fil du temps. La divulgation de l'information en matière de développement durable des entreprises est une pratique fondamentale à laquelle les entreprises doivent adhérer. Les investisseurs institutionnels sont une partie prenante très influente, qui par leurs différents leviers d'influence (ex. : dialogue) incitent activement les entreprises à produire une information en matière de développement durable de qualité, et ce, dans l'effort d'arriver à prendre de meilleures décisions d'investissement.

L'objectif général de cet essai consistait à démystifier le fonctionnement des normes de la *Global Reporting Initiative*, des normes du *Sustainability Accounting Standards Board* et des recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* afin d'encourager les entreprises non initiées à adhérer à l'un ou plusieurs de ces référentiels de développement durable et à faciliter leur implantation et mise en œuvre. Les référentiels servent à effectuer un diagnostic de la performance de développement durable de l'entreprise, qui lui permet de mieux comprendre son impact et sa vulnérabilité à certains enjeux. Chaque référentiel détient sa propre méthodologie dans laquelle plusieurs des informations et concepts convergent avec celles de ses homologues. L'un des concepts fondamentaux des trois méthodologies proposées est la matérialité. D'une certaine manière, cette notion de pertinence encadre la démarche méthodologique des entreprises, permettant d'éviter de noyer l'information pertinente à une entreprise dans un ensemble d'informations non adaptées à sa réalité.

En outre, la portée des informations divulguées est démontrée comme une caractéristique convergente entre les normes de la GRI et du SASB puisqu'elle permet de dresser un portrait de la performance passée. Cependant, les entreprises sont de plus en plus appelées à positionner le développement durable comme une thématique stratégique et prioritaire, où la perspective à long terme est capitale. Les entreprises ont ainsi tout intérêt à divulguer leur vision du futur puisque cette information est de plus en plus recherchée par leurs parties prenantes, dont les investisseurs. Il importe que les entreprises se concentrent sur les tendances dites prospectives, et non seulement sur les données rétrospectives puisque les tendances futures ne seront pas nécessairement corrélées à leur tendance historique. De plus, il est possible de constater que ce sont les indicateurs de nature quantitative qui contribuent à mesurer et principalement à

comparer la réelle performance en matière de développement durable des entreprises d'une même industrie. La comparabilité est un facteur clé pour les investisseurs. Cela permet de comparer et évaluer la manière dont une entreprise gère un enjeu environnemental et social en comparaison avec ses pairs issus de la même industrie. Nonobstant le nombre grandissant d'entreprises menant une mission d'assurance limitée ou intégrale de leurs informations divulguées, la fiabilité des informations en matière de développement durable demeure inégale et critiquée.

Ces observations ont alimenté les considérations adressées aux entreprises ayant une réelle volonté de positionner le développement durable comme un chantier prioritaire et transversal à l'échelle organisationnelle. D'abord, les entreprises doivent démontrer une vision stratégique future claire, et ce, en spécifiant les orientations à court, moyen et long terme, ce qui leur permet d'entrevoir tant les risques que les opportunités auxquels elles sont exposées. En outre, les entreprises doivent intégrer une notion de matérialité dynamique puisqu'elles doivent être en mesure de s'adapter facilement aux enjeux émergents et volatils liés au développement durable et au climat. Il s'agit de comprendre que la pertinence d'un enjeu peut rapidement évoluer et affecter la performance financière de l'entreprise. Finalement, les entreprises doivent miser davantage sur la qualité des informations en matière de développement durable en implantant une gouvernance appropriée. Cela aura pour effet de renforcer la confiance des dirigeants d'une entreprise envers leurs propres informations et données en matière de développement durable.

Pour conclure sur une note de continuité, les normes du SASB et les recommandations de la TCFD détiennent des spécificités techniques qui alimenteront les travaux liés au développement d'un nouveau référentiel, soit une norme proposant des lignes directrices communes, mesurables et universelles répondant au besoin en information des entreprises et des investisseurs. C'est l'*International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation* qui prévoit la mise sur pied d'un cadre normalisé de divulgation des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, soit le *International Sustainability Accounting Standards Board (ISSB)*. Avec la création du ISSB, l'IFRS vise à accélérer la convergence de l'information en matière de développement durable. Ceci viendra atténuer le phénomène de « *disclosure fatigue* » des entreprises qui découle de la prolifération des référentiels sur le marché. Son dévoilement sera suivi de très près par la communauté d'experts, investisseurs et dirigeants d'entreprises, et aura lieu à la Conférence de Glasgow sur les changements climatiques, en novembre 2021.

Finalement, il est à espérer qu'un tel référentiel soit implanté et exigé aux entreprises publiques et privées et à l'ensemble de l'écosystème financier à l'échelle nationale et internationale afin de faire avancer les pratiques de la finance durable d'un pas de géant. (Tremblay, 2021) Il est incontournable, en terminant, de faire un parallèle avec les dernières avancées de la législation néo-zélandaise en matière de divulgation. C'est au début de l'année 2021 qu'une loi sur les changements climatiques a été annoncée et « qui forcera les institutions bancaires, les assureurs et les gestionnaires à rendre compte de l'impact du changement climatique sur leurs activités », notamment (Finance et Investissement, 2021). Ce sont avec des exemples comme ceux-ci, où les preneurs de décision mettent leurs valeurs et convictions en action, que nous parviendrons à créer un monde plus juste, inclusif et durable pour nos générations futures.

## RÉFÉRENCES

- American Institute of Certified Public Accountants. (2021). ESG Reporting and Attestation: A Roadmap for Audit Practitioners. [https://www.thecaq.org/wp-content/uploads/2021/02/caq-esg-reporting-and-attestation-roadmap-2021-Feb\\_v2.pdf?utm\\_medium=email&\\_hsmi=113281168&\\_hsenc=p2ANqtz-9Kl8qOyIfybdxys2LkhaZ0baXlF9kvs6Qw3iNvvniaw1Ud5fEibaXZOvf8cl57DwhIJCLWF4dvFePIDZUGBwqeyOr8Q&utm\\_content=113281168&utm\\_source=hs\\_email](https://www.thecaq.org/wp-content/uploads/2021/02/caq-esg-reporting-and-attestation-roadmap-2021-Feb_v2.pdf?utm_medium=email&_hsmi=113281168&_hsenc=p2ANqtz-9Kl8qOyIfybdxys2LkhaZ0baXlF9kvs6Qw3iNvvniaw1Ud5fEibaXZOvf8cl57DwhIJCLWF4dvFePIDZUGBwqeyOr8Q&utm_content=113281168&utm_source=hs_email)
- BlackRock. (2020). A Fundamental Reshaping of Finance: Letter to CEO. <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter#:~:text=In%20a%20letter%20to%20our,related%20risk%2C%20such%20as%20the%20rma>
- Boiral, O. (2009). Uniformisation et spécificités des rapports de Développement durable : une étude comparative. [https://www.researchgate.net/publication/324043004\\_UNIFORMISATION\\_ET\\_SPECIFICITES\\_DES\\_RAPPORTS\\_DE\\_DEVELOPPEMENT\\_DURABLE\\_UNE\\_ETUDE\\_COMPARATIVE/link/5abaa2030f7e9bad209bbe11/download](https://www.researchgate.net/publication/324043004_UNIFORMISATION_ET_SPECIFICITES_DES_RAPPORTS_DE_DEVELOPPEMENT_DURABLE_UNE_ETUDE_COMPARATIVE/link/5abaa2030f7e9bad209bbe11/download)
- Busco, C., Consolandi, C., Eccles, R. G. et Sofra, E. (2020). A Preliminary Analysis of SASB Reporting: Disclosure Topics, Financial Relevance, and the Financial Intensity of ESG Materiality. *Journal of Applied Corporate Finance*, 32(2), 117-125.
- Calace, D. (2020). Double and Dynamic: Understanding the Changing Perspectives on Materiality. *Sasb.org*. <https://www.sasb.org/blog/double-and-dynamic-understanding-the-changing-perspectives-on-materiality/>
- Carney, M. (2015). *Mark Carney: Breaking the tragedy of the horizon – climate change and financial stability*. <https://www.bis.org/review/r151009a.pdf>
- Climate Disclosure Standards Board (CDSB). (2018). *Position paper: Materiality and climate-related financial disclosures*. [http://www.cdsb.net/sites/default/files/materiality\\_and\\_tcf\\_d\\_paper.pdf](http://www.cdsb.net/sites/default/files/materiality_and_tcf_d_paper.pdf)
- CFA Montréal. (2020). *Webinaire Technique sur le SASB pour les investisseurs*. [https://www.youtube.com/watch?v=GA\\_OyB4HlpE&submissionGuid=9ab9f7e7-45f8-4fef-8a9b-0e112b1e0ebd](https://www.youtube.com/watch?v=GA_OyB4HlpE&submissionGuid=9ab9f7e7-45f8-4fef-8a9b-0e112b1e0ebd)
- Cirano. (2020). *Peut-on comparer les performance de développement durable?* <https://cirano.qc.ca/files/publications/2010N-01f.pdf>
- Cision. (2020, novembre). CEOs of Eight Leading Canadian Pension Plan Investment Managers Call on Companies and Investors to Help Drive Sustainable and Inclusive Economic Growth. <https://www.newswire.ca/news-releases/ceos-of-eight-leading-canadian-pension-plan-investment-managers-call-on-companies-and-investors-to-help-drive-sustainable-and-inclusive-economic-growth-844608554.html>

- Commission européenne. (2019). *Guidelines on Reporting Climate-related Information*. Commission européenne. [https://ec.europa.eu/finance/docs/policy/190618-climate-related-information-reporting-guidelines\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/finance/docs/policy/190618-climate-related-information-reporting-guidelines_en.pdf)
- Commission européenne. (2021). Proposal for a Corporate Sustainability Reporting Directive. Commission européenne. [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_en)
- CPA Canada. (2019). Information d'entreprise et investisseurs progressistes. <https://www.cpacanada.ca/-/media/site/operational/rg-research-guidance-and-support/docs/02097-rg-entreprise-investisseurs-progressistes-2019.pdf?la=fr&hash=39D9B24F336CA2934A546A5B4613EADB3850937A>
- Conseil patronal de l'environnement du Québec. (2021). *L'investissement responsable, simplement*. [https://www.cpeq.org/sites/www.cpeq.org/files/fiche\\_6\\_-\\_investissement\\_responsable.pdf](https://www.cpeq.org/sites/www.cpeq.org/files/fiche_6_-_investissement_responsable.pdf)
- Deloitte. (2014). GRI Proposes Governance Reform. <https://www.iasplus.com/en/news/2014/05/gri-restructure>
- Eccles, R. G. (2017). Twenty Years Of The Global Reporting Initiative: Interview With CEO Tim Mohin. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/bobeccles/2017/08/15/twenty-years-of-the-global-reporting-initiative-interview-with-ceo-tim-mohin/#62c1a3ec150c>
- Eccles, R. G. (2020a). Encouraging News For Companies And Investors From Some SASB Early Adopters. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/bobeccles/2020/03/22/encouraging-news-for-companies-and-investors-from-some-sasb-early-adopters/?sh=2158761b5071>
- Eccles, R. G. (2020b). Dynamic Materiality And Core Materiality: A Primer For Companies And Investors. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/bobeccles/2020/01/17/dynamic-materiality-and-core-materiality-a-primer-for-companies-and-investors/#30aebcd02e6a>
- Eccles, R. G. et Krzus, M. P. (2019). Implementing the Task Force on Climate-related Financial Disclosures Recommendations: An Assessment of Corporate Readiness. *Schmalenbach Business Review*, 71(2), 287-293. <https://doi.org/10.1007/s41464-018-0060-4>
- Ecoact. (2020). Intégrer le risque climat au cœur des organisations : le guide complet sur la TCFD. <https://info.eco-act.com/analyse-des-recommandations-de-la-tcfd/>
- Finance et Investissement. (2021). La Nouvelle-Zélande introduit une loi sur les changements climatiques. *Finance et Investissement*. <https://www.finance-investissement.com/nouvelles/actualites/la-nouvelle-zelande-introduit-une-loi-sur-les-changements-climatiques/#:~:text=La%20Nouvelle%2DZ%C3%A9lande%20instaure%20une,Shaw%2C%20ministre%20du%20changement%20climatique.&text=Le%20projet%20de%20loi%20est%20actuellement%20entre%20les%20mains%20du%20parlement%20australien>

Frigo, M. L., PHD, CMA, CPA et Whittington, R., PHD, CMA, CPA. (2020). SASB METRICS, RISK, AND SUSTAINABILITY. *Strategic Finance*, 101(10), 21-23.

FSA Montreal. (2020). *SASB Alliance: Corporate Reporters Monthly Digest*.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2018). *Glossaire*.  
[https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/08/WGI\\_AR5\\_glossary\\_FR.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/08/WGI_AR5_glossary_FR.pdf)

Global Reporting Initiative (GRI). (2018a). GRI101 — Principes généraux 2016.  
<https://www.globalreporting.org/how-to-use-the-gri-standards/gri-standards-french-translations/>

Global Reporting Initiative (GRI). (2018b). GRI102 — Éléments généraux d'information (General Disclosures) 2016. <https://www.globalreporting.org/how-to-use-the-gri-standards/gri-standards-french-translations/>

Global Reporting Initiative (GRI). (2020a). Global Reporting Initiative Standards.  
<https://www.globalreporting.org/how-to-use-the-gri-standards/gri-standards-french-translations/>

Global Reporting Initiative (GRI). (2020b). Governance. <https://www.globalreporting.org/about-gri/governance/>

Global Reporting Initiative (GRI). (2020c). Our Mission and History.  
<https://www.globalreporting.org/about-gri/mission-history/>

Global Reporting Initiative (GRI). (2020d). Sustainability Disclosure Database.  
<https://database.globalreporting.org/>

Global Reporting Initiative (GRI). (s. d.). Professional Certification Program.  
<https://www.globalreporting.org/reporting-support/gri-academy/professional-certification-program/>

Greenhouse Gas Protocol (GHG). (s. d.). FAQ. Greenhouse Gas Protocol.  
[https://ghgprotocol.org/sites/default/files/standards\\_supporting/FAQ.pdf](https://ghgprotocol.org/sites/default/files/standards_supporting/FAQ.pdf)

Guillot, J. et Hales, J. (2021). Materiality: The Word that Launched a Thousand Debates. *Harvard Law School Forum on Corporate Governance Materiality: The Word that Launched a Thousand Debates*. <https://corpgov.law.harvard.edu/2021/05/14/materiality-the-word-that-launched-a-thousand-debates/>

J.P. Morgan. (2019). Quel est l'impact des critères ESG sur les pratiques d'investissement ? J.P Morgan Asset Management.  
<https://am.jpmorgan.com/be/fr/asset-management/per/insights/market-insights/on-the-minds-of-investors/how-esg-affects-investment-process/>

- Millani. (2021). Millani's Annual ESG Disclosure Study: A year in review.  
<https://www.millani.ca/pre-page>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.  
 (s. d.). Le développement durable. Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/inter.htm>
- Novisto. (2021). *Quality In, Quality Out: The Benefits of Better ESG Data Governance*.  
[https://f.hubspotusercontent00.net/hubfs/8489659/Novisto%20White%20Paper%20Feb%202021.pdf?utm\\_campaign=White%20Paper%20-%20Spring%202021&utm\\_medium=email&\\_hsmi=111955728&\\_hsenc=p2ANqtz-\\_h6UrAqEzfXv8JlqOOtCVhIZ63Rz1a8GHHlIdnWpP2PZEEGliz2DI74KD1gt67iqloohEYEi4WYyaG8wSfXGUDxxvD4g&utm\\_content=111955728&utm\\_source=hs\\_automation](https://f.hubspotusercontent00.net/hubfs/8489659/Novisto%20White%20Paper%20Feb%202021.pdf?utm_campaign=White%20Paper%20-%20Spring%202021&utm_medium=email&_hsmi=111955728&_hsenc=p2ANqtz-_h6UrAqEzfXv8JlqOOtCVhIZ63Rz1a8GHHlIdnWpP2PZEEGliz2DI74KD1gt67iqloohEYEi4WYyaG8wSfXGUDxxvD4g&utm_content=111955728&utm_source=hs_automation)
- Office de la langue française (OQLF). (2009). Fiche terminologique "Investisseur institutionnel".  
[http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=8870026](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8870026)
- Office de la langue française (OQLF). (2015). Fiche terminologique "Émetteur".  
[http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=8391399](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8391399)
- P. Pucker, K. (2021, mai). Overselling Sustainability Reporting. *Harvard Business Review*.  
<https://hbr.org/2021/05/overselling-sustainability-reporting>
- Parham, D. (2019, mai). Trying to Implement the TCFD Recommendations? SASB Can Help!  
<https://www.sasb.org/blog/trying-to-implement-the-tcf-recommendations-sasb-can-help/>
- PricewaterhouseCoopers (Pwc). (2016). *A foot in the past and an eye to the future: The importance of forward-looking information in company reporting*.  
<https://integratedreporting.org/wp-content/uploads/2017/01/forward-looking-guide-2016.pdf>
- Réseau entreprise et développement durable. (2014). Comment opérationnaliser les attentes de ses parties prenantes? <https://redd.nbs.net/articles/comment-operationnaliser-les-attentes-de-ses-parties-prenantes#:~:text=La%20traduction%20des%20attentes%20en,fa%C3%A7on%20objective%20%C3%A0%20celles%20dci>.
- Sahed-Granger, Y. et Boncori, A.-L. (2014). La traduction des attentes des Parties Prenantes en RSE en indicateurs de la Global Reporting Initiative : vers un mode consultatif de la gestion des parties prenantes. *Management & Avenir*, 68 (2), 73-91.
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2014). *Introduction to SASB for Lawyers*.  
<http://www.sasb.org/wp-content/uploads/2014/10/Intro-to-SASB-for-Lawyers-10-2-2014.pdf>



- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2016). *SASB Proposal*.  
<https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2016/04/SICS-Proposal-04.04.2016.pdf>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020a). Governance.  
<https://www.sasb.org/governance/>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020b). *SASB 101: Overview and Roadmap*.  
<https://www.youtube.com/watch?v=Gnr9O4jIcVs&submissionGuid=22e5a2e9-db9b-488d-8a21-1eb34ab92baa>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020c). *SASB 301: Communicating ESG to Mainstream Investors: where, when, and What to Report*.  
[https://www.youtube.com/watch?v=GA\\_0yB4HIpE&submissionGuid=9ab9f7e7-45f8-4fef-8a9b-0e112b1e0ebd](https://www.youtube.com/watch?v=GA_0yB4HIpE&submissionGuid=9ab9f7e7-45f8-4fef-8a9b-0e112b1e0ebd)
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020d). *Guide pratique de mise en oeuvre*. <https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2020/11/ImplementationPrimer-Final-French.pdf>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020e). *SASB Human Capital Bulletin*.  
<https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2020/11/HumanCapitalBulletin-112320.pdf>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2020f). *55 Leading International Asset Owners and Asset Managers Ask Companies to Use SASB Standards*.  
[https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2020/11/IAG-Press-Release-2020\\_11\\_17\\_web-1.pdf](https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2020/11/IAG-Press-Release-2020_11_17_web-1.pdf)
- Sustainability Accounting Standards Board. (2020g). *Response of the Sustainability Accounting Standards Board to the Public Consultation on the Revision of the Non-Financial Reporting Directive*. <https://www.sasb.org/wp-content/uploads/2020/06/SASB.NFRDWhitepaper.FINAL-005.pdf>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2021a). Companies Reporting with SASB Standards. <https://www.sasb.org/company-use/sasb-reporters/>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (2021b). Materiality Map.  
<https://www.sasb.org/standards/materiality-map/>
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB). (s. d.). *About the FSA Credential*.  
<https://fsa.sasb.org/credential/>
- Sasse-Werhahn, L. (2019). The Practical Wisdom behind the GRI. *Humanistic Management Journal*, 4(1), 71-84.
- Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). (2017). *Final TCFD Recommendations Report*. <https://www.fsb-tcfd.org/publications/final-recommendations-report/>

- Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). (2020a). *Task Force on Climate-related Financial Disclosures 2020 Status Report*.  
[https://assets.bbhub.io/company/sites/60/2020/09/2020-TCFD\\_Status-Report.pdf](https://assets.bbhub.io/company/sites/60/2020/09/2020-TCFD_Status-Report.pdf)
- Task Force on climate-related Financial Disclosures (TCFD). (2020b). *Task Force on Climate-related Financial Disclosures Overview*. [https://www.fsb-tcf.org/wp-content/uploads/2020/03/TCFD\\_Booklet\\_FNL\\_Digital\\_March-2020.pdf](https://www.fsb-tcf.org/wp-content/uploads/2020/03/TCFD_Booklet_FNL_Digital_March-2020.pdf)
- Task Force on climate-related Financial Disclosures (TCFD). (2021). Supporters. <https://www.fsb-tcf.org/supporters/>
- Torelli, R., Balluchi, F. et Furlotti, K. (2020). The materiality assessment and stakeholder engagement: A content analysis of sustainability reports. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 27(2), 470-484.
- Tremblay, M. (2021, 8 mars). Un grand pas pour la finance durable et le climat. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-03-08/un-grand-pas-pour-la-finance-durable-et-le-climat.php>
- United Nation for Climate Change (UNFCCC). (s. d.). Qu'est-ce que l'Accord de Paris ? <https://unfccc.int/fr/process-and-meetings/l-accord-de-paris/qu-est-ce-que-l-accord-de-paris>
- World Economic Forum (WEF) et Deloitte. (2020). *Reporting on enterprise value Illustrated with a prototype climate-related financial disclosure standard*.  
[https://29kjwb3armds2g3gi4lq2sx1-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/Reporting-on-enterprise-value\\_climate-prototype\\_Dec20.pdf](https://29kjwb3armds2g3gi4lq2sx1-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/Reporting-on-enterprise-value_climate-prototype_Dec20.pdf)
- Wilis, A., Campagnoni, P. et Wesley, G. (2015a). L'évolution de l'information d'entreprise. <https://www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/information-financiere-et-non-financiere/durabilite-environnement-et-responsabilite-sociale/publications/levolution-de-linformation-dentreprise-expose-sur-linformation-facultative>
- Williams, C. A. (2016). The Global Reporting Initiative, Transnational Corporate Accountability, and Global Regulatory Counter-Currents. *Journal of International, Transnational, and Comparative Law*, 1, 67.
- wspgroup.ca. (2017). *Global Reporting Initiative (GRI) Standards*. [http://cdn.wsp-pb.com/jg8fkm/gri-standards-white-paper\\_web.pdf](http://cdn.wsp-pb.com/jg8fkm/gri-standards-white-paper_web.pdf)

## ANNEXE 1 — LISTE DES NORMES DE LA GRI STANDARDS 2016

Cette annexe présente un tableau sommaire des trois séries de normes de la GRI et les éléments d'information s'y rattachant. Le tableau indique les éléments d'information étant obligatoires dans une divulgation en fonction de l'option de conformité essentielle et étendue.

	Normes GRI	Éléments d'information	Essentielle	Étendue
GRI101 Principes généraux	Principes de <i>reporting</i> de contenu	a. Prise en compte des parties prenantes	✓	✓
		b. Contexte de développement durable		
		c. Matérialité		
		d. Exhaustivité		
	Principes de <i>reporting</i> de qualité	a. Exactitude	✓	✓
		b. Équilibre		
		c. Clarté		
		d. Comparabilité		
		e. Fiabilité		
		f. Respect des délais		
GRI102 Éléments généraux d'information	GRI102 Profil de l'organisation	• 102-1 Nom de l'organisation	✓	✓
		• 102-1 Activités, marques, produits et services	✓	✓
		• 102-3 Lieu géographique du siège	✓	✓
		• 102-4 Lieu géographique des sites d'activités	✓	✓
		• 102-5 Capital et forme juridique	✓	✓
		• 102-6 Marchés desservis	✓	✓
		• 102-7 Taille de l'organisation	✓	✓
		• 102-8 Informations concernant les employés et les autres travailleurs	✓	✓
		• 102-9 Chaîne d'approvisionnement	✓	✓
		• 102-10 Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	✓	✓
		• 102-11 Principe de précaution ou approche préventive	✓	✓
		• 102-12 Initiatives externes	✓	✓

Normes GRI	Éléments d'information	Essentielle	Étendue
	• 102-13 Adhésion à des associations	✓	✓
	GRI102 Stratégie		
	• 102-14 Déclaration du décideur le plus haut placé	✓	✓
	• 102-15 Principaux impacts, risques et opportunités		✓
	GRI102 Éthique et intégrité		
	• 102-16 Valeurs, principes, normes et règles	✓	✓
	• 102-17 Mécanismes de conseil et de gestion des préoccupations concernant les questions éthiques		✓
	GRI102 Gouvernance		
	• 102-18 Structure de gouvernance	✓	✓
	• 102-19 Délégation de l'autorité		✓
	• 102-20 Responsabilité de la direction en lien avec les enjeux économiques, environnementaux et sociaux		✓
	• 102-21 Consultation des parties prenantes au sujet des enjeux économiques, environnementaux et sociaux		✓
	• 102-22 Composition de l'organe de gouvernance le plus élevé et de ses comités		✓
	• 102-23 Présidence de l'organe de gouvernance le plus élevé		✓
	• 102-24 Nomination et sélection des membres l'organe de gouvernance le plus élevé		✓
	• 102-25 Conflits d'intérêts		✓
	• 102-26 Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans la définition de l'objet social, des valeurs et de la stratégie		✓
	• 102-27 Connaissance partagée de l'organe de gouvernance le plus élevé		✓
	• 102-28 Évaluation de la performance de l'organe de gouvernance le plus élevé		✓
	• 102-29 Identification et gestion des impacts économiques, environnementaux et sociaux		✓
	• 102-30 Efficacité des procédures de gestion des risques		✓
	• 102-31 Examen des enjeux économiques, environnementaux et sociaux		✓

Normes GRI	Éléments d'information	Essentielle	Étendue
	• 102-32 Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans le <i>reporting</i> de développement durable		✓
	• 102-33 Communication des préoccupations majeures		✓
	• 102-34 Nature et nombre total de préoccupations majeures		✓
	• 102-35 Politiques de rémunération		✓
	• 102-36 Procédure de détermination de la rémunération		✓
	• 102-37 Implication des parties prenantes dans la rémunération		✓
	• 102-38 Ratio de rémunération totale annuelle		✓
	• 102-39 Pourcentage d'augmentation du ratio de rémunération totale annuelle		✓
	GRI102 Engagement des parties prenantes		
	• 102-40 Liste des groupes de parties prenantes	✓	✓
	• 102-41 Accords de négociation collective	✓	✓
	• 102-42 Identification et sélection des parties prenantes	✓	✓
	• 102-43 Approche de l'implication des parties prenantes	✓	✓
	• 102-44 Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	✓	✓
	GRI102 Pratiques de <i>reporting</i>		
	• 102-45 Entités incluses dans les états financiers consolidés	✓	✓
	• 102-46 Définition du contenu du rapport des périmètres de l'enjeu	✓	✓
	• 102-47 Liste des enjeux pertinents	✓	✓
	• 102-48 Réaffirmations des informations	✓	✓
	• 102-49 Modifications relatives au <i>reporting</i>	✓	✓
	• 102-50 Période de <i>reporting</i>	✓	✓
	• 102-51 Date du rapport le plus récent	✓	✓
	• 102-52 Cycle de <i>reporting</i>	✓	✓
	• 102-53 Point de contact pour les questions relatives au rapport	✓	✓
	• 102-54 Déclarations de <i>reporting</i> en conformité avec les normes GRI	✓	✓
	• 102-55 Index du contenu GRI	✓	✓

Normes GRI	Éléments d'information	Essentielle	Étendue
	• 102-56 Vérification externe	✓	✓
GRI103 Approche managériale	• 103-1 Explication de l'enjeu pertinent	✓	✓
	• 103-2 L'approche managériale et ses composantes	✓	✓
	• 103-3 Évaluation de l'approche managériale	✓	✓
<b>Normes économiques GRI200</b>		<b>Éléments d'information</b>	
GRI201 Performance économique	201-1 Valeur économique directe générée et distribuée		
	201-2 Implications financières et autres risques et opportunités dus au changement climatique		
	201-3 Obligations liées au régime à prestations déterminées et autres régimes de retraite		
	201-4 Aide financière publique		
GRI202 Présence sur le marché	202-1 Ratio entre le salaire au premier échelon standard par genre comparé au salaire minimum local		
	202-2 Part de cadres supérieurs recrutés dans la communauté locale		
GRI203 Impacts économiques indirects	203-1 Investissements dans les infrastructures et mécénat		
	203-2 Impacts économiques indirects significatifs		
GRI204 Pratiques d'achats	204-1 Part de dépenses auprès des fournisseurs locaux		
GRI205 Lutte contre la corruption comportement anti-concurrentiel	205-1 Activités évaluées en termes de risque lié à la corruption		
	205-2 Communication et formation relatives aux politiques		
	205-3 Cas avérés de corruption et mesures prises		
GRI206 Comportement anti-concurrentiel	206-1 Actions en justice contre le comportement anticoncurrentiel et les pratiques antitrust		
<b>Normes environnementales GRI300</b>		<b>Éléments d'information</b>	
GRI301 Matériels	301-1 Matières utilisées par poids ou par volume		
	301-2 Matières recyclées utilisées		
	301-3 Produits et matériaux d'emballage valorisés		
GRI302 Énergie	302-1 Consommation énergétique au sein de l'organisation		
	302-2 Consommation énergétique en dehors de l'organisation		
	302-3 Intensité énergétique		
	302-4 Réduction de la consommation énergétique		
	302-5 Réduction des besoins énergétiques des produits et des services		
GRI303 Eau	303-1 Prélèvement d'eau par source		
	303-2 Sources d'eau fortement affectées par le prélèvement d'eau		

GRI304 Biodiversité	303-3 Recyclage et réutilisation de l'eau
	304-1 Sites d'activité détenus, loués ou gérés, situés dans ou bordant des aires protégées et des zones riches en biodiversité à l'extérieur des aires protégées
	304-2 Impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité
	304-3 Habitats protégés ou restaurés
GRI305 Émissions	305-1 Émissions directes de GES (Champ d'application 1)
	305-2 Émissions indirectes de GES (Champ d'application 2)
	305-3 Autres émissions indirectes de GES (Champ d'application 3)
	305-4 Intensité des émissions de GES
	305-5 Réduction des émissions de GES
	305-6 Émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO)
	305-7 Émissions d'oxydes d'azotes (NOx), d'oxydes de soufre (SOx) et autres émissions atmosphériques significatives
GRI306 Effluents et Déchets	306-1 Écoulement d'eau par qualité et destination
	306-2 Déchets par type et méthode d'élimination
	306-3 Déversements significatifs
	306-4 Transport de déchets dangereux
	306-5 Masses d'eau affectées par les déversements et/ou ruissellements
GRI307 Conformité environnementale	307-1 Non-conformité à la législation et à la réglementation environnementales
GRI308 Évaluation environnementale des fournisseurs	308-1 Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères environnementaux
	308-2 Impacts environnementaux négatifs sur la chaîne d'approvisionnement et mesures prises
<b>Normes sociales GRI400</b>	<b>Éléments d'information</b>
GRI401 Emploi	401-1 Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel
	401-2 Avantages accordés aux salariés à temps plein et non aux employés temporaires ou à temps partiel
	401-3 Congé parental
GRI402 Relations employés/Direction	401-1 Périodes minimales de préavis pour les modifications opérationnelles
	403-1 Représentation des travailleurs dans des comités de santé et sécurité officiels impliquant à la fois les travailleurs et la direction
	403-2 Types d'accidents du travail et taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, de journées perdues, d'absentéisme et nombre de décès liés au travail
	403-3 Travailleurs chez lesquels le taux d'incidence et le risque de maladies professionnelles sont élevés

	403-4 Questions de santé et de sécurité faisant l'objet d'accords formalisés avec les syndicats
GRI404 Formation et Éducation	404-1 Nombre moyen d'heures de formation par an par employé
	404-2 Programme de mise à niveau des compétences des employés et programme d'aide à la transition
	404-3 Pourcentage d'employés bénéficiant de revues de performance et d'évolution de carrière
GRI405 Diversité et Égalité des chances	405-1 Diversité des organes de gouvernance et des employés
	405-2 Ratio du salaire de base et de la rémunération des femmes et des hommes
GRI406 Lutte contre la discrimination	406-1 Cas de discrimination et mesures correctives prises
GRI407 Liberté syndicale et négociation collective	407-1 Opérations et fournisseurs pour lesquels le droit de liberté syndicale et de négociation collective peut être en péril
GRI408 Travail des enfants	408-1 Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif lié au travail des enfants
GRI409 Travail forcé ou obligatoire	409-1 Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif de travail forcé et obligatoire
GRI410 Pratiques de sécurité	410-1 Formation du personnel de sécurité aux politiques et procédures relatives aux droits de l'homme
GRI411 Droits des peuples autochtones	411-1 Cas de violations des droits des peuples autochtones
GRI412 Évaluation des droits de l'homme	412-1 Opérations ayant été soumises à des contrôles du respect des droits de l'homme ou des évaluations des impacts
	412-2 Formation des employés sur les politiques ou procédures relatives aux droits de l'homme
	412-3 Accords et contrats d'investissement importants incluant des clauses relatives aux droits de l'homme ou soumis à une vérification des antécédents en matière de respect des droits de l'homme
GRI413 Communauté locale	413-1 Activités impliquant la communauté locale, évaluation des impacts et programmes de développement
	413-2 Activités générant des impacts négatifs substantiels, réels ou potentiels sur les communautés locales
GRI414 Évaluation sociale des fournisseurs	414-1 Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères sociaux
	414-2 Impacts sociaux négatifs sur la chaîne d'approvisionnement et mesures prises
GRI415 Politiques publiques	415-1 Contributions politiques
GRI416 Santé et Sécurité des consommateurs	416-1 Évaluation des impacts des catégories de produits et de services sur la santé et la sécurité
	416-2 Cas de non-conformité concernant les impacts des produits et des services sur la sécurité
GRI417 Commercialisation et étiquetage	417-1 Exigences relatives à l'information sur les produits et services et l'étiquetage
	417-2 Cas de non-conformité concernant l'information sur les produits et services de l'étiquetage
	417-3 Cas de non-conformité concernant la communication marketing



GRI418 Confidentialité des données des clients	418-1 Plaintes fondées relatives à l'atteinte à la confidentialité des données des clients et aux pertes des données des clients
GRI419 Conformité Socio-Économique	419-1 Conformité à la législation et aux réglementations sociales et économiques